

# Richard Coudenhove-Kalergi, une certaine idée de l'Europe



*Richard Coudenhove-Kalergi, autour de 1926, (Source : Wikipedia)*

Gérard Chabert



*Richard Coudenhove-Kalergi, une certaine idée de l'Europe*

## **Sommaire**

Richard Coudenhove-Kalergi.....	5
Pan Europa.....	9
La naissance du mouvement .....	9
La menace sur la paix en Europe .....	12
Coudenhove-Kalergi et les pacifistes.....	13
Les Paneuropéens français de la première heure .....	21
Aristide Briand.....	21
Édouard Herriot.....	27
Coudenhove-Kalergi et la construction de l'Union européenne .....	36
L'Europe, puissance indépendante.....	39
L'intégration économique .....	41
L'union douanière européenne.....	43
L'accueil du monde économique .....	44
L'union économique européenne au congrès de 1926.....	46
La réconciliation franco-allemande.....	50
Nations et frontières .....	54
La circulation des idées.....	55
Culture et éducation .....	55
Conclusion.....	57
Coudenhove-Kalergi, pionnier et visionnaire ? .....	57
Bibliographie .....	61

J'aurais pu intituler cet essai « **Rendons à Richard, ce qui appartient à Richard** ».

En effet, Richard Coudenhove-Kalergi est une figure centrale, bien trop mal connue, dans la genèse de l'intégration européenne. Il est l'un des premiers à avoir proposé un projet moderne d'Europe unie, agissant comme un inspirateur et un militant majeur de la cause européenne. Celui que l'on doit considérer comme l'un des « *pères de l'Europe* » est non seulement ignoré du grand public, mais totalement absent de la liste des pionniers qui ont contribué à façonner l'Europe actuelle publiée sur le site de l'*Union Européenne*<sup>1</sup>. Son œuvre fondatrice, *Pan Europa*, publiée en 1923, a établi les bases de l'*Union Paneuropéenne*, qu'il appelle de ses vœux et qui préfigure ce que l'*Union européenne* deviendra, le 1er décembre 2009, avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne

L'*Union Paneuropéenne* est la première initiative organisée du XXe siècle à plaider en faveur d'un continent européen unifié, précédant ainsi les institutions formelles de l'après-Second Guerre mondiale.

**L'importance de la vision de Coudenhove-Kalergi réside dans son caractère fondamental et précurseur.**

Gérard Chabert

Avril 2026.

---

<sup>1</sup> Richard Coudenhove-Kalergi n'est pas cité dans le livret publié par la Commission européenne en 2021 et intitulé « *Les pionniers de l'Union Européenne* », sous-titré « *Les pionniers qui ont contribué à façonner l'Europe actuelle* » (Publication de la Direction générale de la communication de la Commission Européenne de 2021). Disponible sur : [https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/history-eu/eu-pioneers\\_fr](https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/history-eu/eu-pioneers_fr). En revanche Jean-Baptiste Duroselle l'évoque longuement dans son livre « *L'Idée d'Europe dans l'histoire* » (publié chez Denoël en 1965)

## **RICHARD COUDENHOVE-KALERGI**

Richard Coudenhove Kalergi est né le 16 novembre 1894 à Tokyo d'un père diplomate austro-hongrois, Heinrich von Coudenhove-Kalergi, qui parlait seize langues, et d'une mère japonaise, Mitsuko Aoyama, qui fut la première Japonaise à être allée vivre en Europe après l'ouverture du Japon à l'Occident. Les origines cosmopolites de la famille de son père – flamande-brabançonne, italo-vénitienne et créto-byzantine – expliquent sans doute ses convictions paneuropéennes.

Son père, Heinrich von Coudenhove-Kalergi (Heinrich Johann Maria von Coudenhove-Kalergi - 12 octobre 1859 – 14 mai 1906), est né à Vienne et est mort à Ronsberg, en Bohême occidentale (aujourd'hui Poběžovice<sup>2</sup> en République tchèque). Il a été nommé vice-ministre de l'Autriche-Hongrie au Japon, où il est resté pendant quatre ans, étudiant le bouddhisme. Dans sa jeunesse, Heinrich Coudenhove-Kalergi avait été un antisémite. Il s'attendait à confirmer son antipathie envers les Juifs lorsqu'il a commencé à travailler sur son traité, *Das Wesen des Antisemitismus* (L'essence de l'antisémitisme). Mais il est arrivé à une conclusion différente au moment où il a publié son livre en 1901. Suite à une critique ironique des nouvelles théories raciales, il a déclaré que l'essence de l'antisémitisme n'était rien de plus crédible qu'une haine religieuse fanatique. Il a attribué ce fanatisme à la bigoterie religieuse qui a pris naissance dans la promulgation de la Torah sous Esdras.

Selon lui, le sectarisme religieux juif a provoqué l'opposition des polythéistes gréco-romains relativement tolérants, suscitant leur réaction antijuive. L'antisémitisme est apparu lorsque le christianisme et l'islam ont pris le contrôle du fanatisme intolérant du judaïsme, et l'ont tourné contre les Juifs. Ainsi, Heinrich Coudenhove-Kalergi a attribué aux Juifs une intolérance religieuse originaire et l'a condamnée comme une violation de principes religieux authentiques. Il a qualifié toute sorte d'antijudaïsme comme non chrétien. Il a en outre exhorté les chrétiens libéraux et les juifs à s'allier pour protéger leurs deux religions, et la religion en tant que telle, contre la menace émergente de la laïcité.

Malgré son opposition à la théorie raciale simpliste, Heinrich Coudenhove-Kalergi a convenu que les Juifs sont racialement distincts. Bien qu'il ait souligné qu'il n'y a pas de race sémitique, parce que le sémitique est une famille linguistique ; il a également équivoqué en remarquant que les accusations selon lesquelles les sémites étaient non créatifs ont été démenties par des civilisations formées par les Assyriens et les Babyloniens, qui parlaient des langues sémitiques. Il chercha en outre à défendre les Juifs contre des accusations bigotes de cupidité parasitaire et de lâcheté avec des contre-exemples anecdotiques d'assiduité juive et de courage martial.

---

<sup>2</sup> Poběžovice (précédemment : Ronšperk ; en allemand : Ronsperg) est une ville du district de Domažlice, dans la région de Plzeň, en Tchéquie. Sa population s'élevait à 1 559 habitants en 2021.

Sa mère, Mitsuko, comtesse de Coudenhove-Kalergi est née le 7 juillet 1874 à Tokyo et morte le 27 août 1941 à Mödling. Anciennement connue sous le nom de Mitsu Aoyama, elle figure parmi les premiers Japonais à émigrer en Europe, après s'être mariée au diplomate autrichien, Heinrich von Coudenhove-Kalergi, à Tokyo.

Mitsuko était l'unique fille de la famille Aoyama, spécialisée dans la vente d'antiquités et dans le négoce de pétrole à Tokyo. La famille Aoyama possédait également de grandes propriétés. À l'âge de 17 ans, elle rencontra Heinrich von Coudenhove alors qu'elle était venue l'aider, son cheval ayant glissé sur la neige. Heinrich obtint la permission de son père pour qu'elle soit employée comme femme de chambre à la légation, puis, après qu'ils soient tombés amoureux, pour se marier. Cette dernière requête fut refusée, mais le couple défia le père de Mitsuko et se maria le 16 mars 1892 à Tokyo avec l'autorisation des ministres des Affaires étrangères autrichien et japonais. Elle fut alors déshéritée et chassée de la maison de son père. Elle se convertit à la religion catholique en se faisant baptiser par François A. Ligneul, un prêtre catholique au Japon. En 1896, elle fut reçue par l'impératrice Eishō à une réception impériale donnée aux épouses de diplomates étrangers et, encore une fois, peu de temps après la fin de la mission diplomatique d'Heinrich.

Le couple retourna ensuite en Europe. Une fois installée, Mitsuko apprit le français, l'allemand, les mathématiques, la géographie ainsi que l'histoire afin d'essayer de contrer l'hostilité manifestée à l'égard d'Heinrich quant à son retour avec une épouse étrangère.

Mitsuko et Heinrich eurent sept enfants, dont Richard von Coudenhove-Kalergi, et Ida Friederike Görres<sup>3</sup>, une auteure catholique bien connue.

Heinrich mourut en 1906 et Mitsuko reprit les propriétés ainsi que l'éducation de ses enfants, pendant qu'elle étudiait elle-même le droit et les sciences économiques.

Mitsuko ne retourna jamais au Japon et après avoir succombé, en 1941, à une seconde crise cardiaque, elle fut inhumée au le cimetière de Hietzing à Vienne en Autriche.



Richard passe son enfance au château familial de Poběžovice en Bohême et en 1908 il entre au *Theresianum*<sup>4</sup> de Vienne, collègue le plus réputé et le plus cosmopolite de l'Empire austro-hongrois. Il le quitte en 1913.

---

<sup>3</sup> Ida Friederike Görres (née Elisabeth Friederike, Reichsgräfin von Coudenhove-Kalergi ; 2 décembre 1901 à Schloss Ronsperg, Bohême – 15 mai 1971 à Francfort-sur-le-Main) est une écrivaine catholique. De la famille Coudenhove-Kalergi, elle était la fille, l'un des sept enfants, du comte Heinrich von Coudenhove-Kalergi et de son épouse japonaise Mitsuko Aoyama. L'évêque Erik Varden la décrit comme « *l'un des penseurs catholiques fondateurs du vingtième siècle* ».

<sup>4</sup> L'Académie de la reine Thérèse ou *Theresianum* est un établissement public installé dans des locaux pluriséculaires à Vienne. Ancienne école d'élite pour la haute administration impériale, c'est aujourd'hui un lycée qui partage ses locaux avec l'école des Services diplomatiques (*Diplomatische Akademie Wien*).

La nièce de Coudenhove-Kalergi, Barbara<sup>5</sup> a livré quelques souvenirs de famille dans son livre « *Zuhause ist überall*<sup>6</sup> » publié en 2013. Elle évoque son oncle « *Dicky*<sup>7</sup> » à partir de souvenirs familiaux et des rares fois où elle l'a croisé.

*« Le numéro deux<sup>8</sup> est oncle Dicky, futur fondateur de l'Union paneuropéenne. Il s'appelle en réalité, Richard [...] mais dans sa famille anglophile on le surnomme Dicky depuis l'enfance. Passant pour particulièrement beau dans sa jeunesse, il a gardé fière allure à son âge avancé ; c'est un gentleman européen, avec juste ce qu'il faut de touche orientale pour rendre un homme intéressant. Le plus bel homme qu'il ait jamais rencontré, note Thomas Mann à son propos dans son journal. »*

Elle évoque également l'adolescence turbulente de Richard et de son aîné Johannes, surnommé Hansi, alors qu'ils sont élèves au *Theresanium*. Ils aimaient taquiner leurs plus jeunes sœurs catholiques pratiquantes.

*« Plus ou moins livrés à eux-mêmes au Theresanium de Vienne, ils se déclarent bientôt francs-maçons. « Nous irons en enfer », expliquent-ils à leurs sœurs lorsqu'elles rentrent de leur pensionnat à la maison. « C'est très intéressant là-bas, nous y retrouverons Voltaire et Nietzsche et tous les grands esprits. Et vous, vous irez au ciel. Là-haut, c'est à crever d'ennui.<sup>9</sup> »*

Ils sont turbulents et quelque peu insolents nos deux adolescents. Il fallait bien que jeunesse se passe.

En 1915, il épousa Ida Roland, une comédienne austro-allemande de confession juive, un mariage qui fut désapprouvé par sa mère, Mitsuko ; elle haïssait Ida Roland au point de la dénigrer et de la qualifier de « gueuse » ou de « sorcière », car le métier d'actrice était méprisé au Japon depuis de longues années. Elle déshérita Richard courant 1916. Cependant il faut noter que l'acceptation de sa mère fut obtenue lorsque le concept paneuropéen de Coudenhove-Kalergi gagna en notoriété.

Passionné par la philosophie, Richard Coudenhove-Kalergi poursuit ses études à l'université de Vienne et devient docteur en philosophie en 1917. Il sera réformé et ne participera pas aux combats de la Première Guerre mondiale. Mais profondément marqué par celle-ci, il va alors s'engager dans un autre combat, celui de la construction d'une véritable « *union paneuropéenne* ». Toute son œuvre sera bâtie autour d'une Europe de paix pour qu'elle ne soit plus ravagée par un tel cataclysme. On verra qu'il

---

<sup>5</sup> Barbara Coudenhove-Kalergi (née le 15 janvier 1932 à Prague) est la fille de Gerolf von Coudenhove-Kalergi et donc la nièce de Richard von Coudenhove-Kalergi. Elle a fait toute sa carrière comme journaliste de presse écrite d'abord puis de 1991 à 1995, elle a travaillé comme correspondante pour la télévision autrichienne (ORF) à Prague. Aujourd'hui, elle écrit en tant que journaliste indépendante principalement pour des journaux tchèques et autrichiens et est l'éditrice de plusieurs livres avec des textes sur l'histoire et le présent des pays de l'ancien bloc de l'Est.

<sup>6</sup> « *Le Monde pour patrie – Entre l'Est et l'Ouest* », traduction française par Chantal Le Brun de l'ouvrage de Barbara Coudenhove-Kalergi, publiée aux Éditions Noir et Blanc en 2016.

<sup>7</sup> « *Le Monde pour patrie – Entre l'Est et l'Ouest* » p. 71.

<sup>8</sup> Il est le second fils de Heinrich von Coudenhove-Kalergi et Mitsuko Aoyama,

<sup>9</sup> Ibid. P. 72.

n'est pas un pacifiste béat et qu'il applique le précepte « *si vis pacem, para bellum*<sup>10</sup> » pour établir cette paix durable qu'il appelle de ses vœux.

Avant de se consacrer aux questions européennes en 1922, il publia son premier ouvrage, *Ethik und Hyperethik*, en 1921, axé sur l'éthique et la morale.

---

<sup>10</sup> « *Igitur qui desiderat pacem, praeparet bellum ; qui uictoriam cupit, milites inbuat diligenter ; qui secundos optat euentus, dimicet arte, non casu* » (« Ainsi, celui qui désire la paix devrait préparer la guerre. Celui qui désire la victoire devrait entraîner soigneusement ses soldats. Celui qui désire des résultats favorables devrait combattre en se fiant à ses habiletés et non à la chance. ») Il semblerait que cette citation dans *Epitoma institutorum rei militaris* (Traité de la chose militaire), plus connu sous le titre abrégé de *De re militari* (De la chose militaire), écrit par Végèce (Publius Flavius Vegetius Renatus), haut fonctionnaire du Bas-Empire romain, soit à l'origine de la locution latine « *Si vis pacem, para bellum* » (« Si tu veux la paix, prépare la guerre ») qui représente le concept de paix armée.

# PAN EUROPA

## LA NAISSANCE DU MOUVEMENT

Coudenhove-Kalergi consacre toute sa réflexion sur comment l'Europe existe et se développe en paix. C'est compréhensible dans le contexte des années 1920. Le cataclysme de la Première Guerre mondiale est encore tellement proche dans les mémoires. Les anciens combattants, les « gueules cassées », les veuves de guerre, les populations déplacées qui rentrent dans leurs villages détruits, toutes et tous souhaitent que cette guerre soit la « der des ders ». Et Coudenhove-Kalergi considère qu'il n'y a qu'une solution, la Pan Europe.

Dans un article publié le 21 juillet 1922 dans le quotidien *Vossische Zeitung* à Berlin et repris, deux jours plus tard, dans la *Neue Freie Presse* de Vienne et intitulé « *La question européenne – naissance du mouvement pour les États-Unis d'Europe ou mouvement paneuropéen.* », Coudenhove-Kalergi formule la vision d'une Europe unifiée politiquement, économiquement et militairement. En 1923, il écrit son livre fondateur *Pan Europa*, qu'il qualifie lui-même de signal de départ d'un « *grand mouvement politique* ». D'après lui, l'Europe de l'après-guerre est tributaire de l'alternative : l'union ou l'effondrement. Il met en garde vis à vis de « *la guerre à venir* » et du danger que l'Europe, après cette guerre, ne puisse être que divisée, par une frontière artificielle, entre « *une colonie soviétique et un protectorat américain* ».

Dans la préface qu'il rédige lui-même pour la première édition de son livre, il affiche clairement sa vision de l'Europe.

*« Ce livre est destiné à réveiller un grand mouvement politique qui sommeille au sein de tous les peuples d'Europe.*

*Beaucoup d'hommes ont rêvé d'une Europe unie, mais peu se sont décidés à la créer. Il ne sert à rien de la désirer, il faut en faire un objet de volonté.*

*La seule force qui puisse réaliser la Paneurope, c'est la volonté des Européens : mais la seule force qui puisse l'arrêter, c'est aussi la volonté des Européens.*

*Ainsi une partie du destin du monde se trouve entre les mains de chaque Européen. »<sup>11</sup>*

Le moment choisi pour le lancement de son appel en 1922 et la publication de *Pan Europa* en 1923 est particulièrement stratégique, intervenant directement après la Première Guerre mondiale. Cette période est marquée par une profonde désillusion face aux relations internationales traditionnelles et une quête de nouveaux paradigmes pour la paix.

---

<sup>11</sup> Richard N. von Coudenhove-Kalergi « Pan-Europa » (éditions Cent Mille Milliards 2019 pour la traduction française)



Le nom de *Pan Europa* s'inspire peut-être des thèses panaméricanistes du XIXe siècle précédent. Et il a été choisi également parce qu'il paraît moins intimidant que celui d'*États-Unis*, surexploité par les pacifistes dont on connaît l'échec<sup>12</sup>. L'ensemble projeté constitue, sur la carte, un agrégat de 26 millions de km<sup>2</sup> et de 431 millions d'habitants (en comptant les dépendances africaines et autres territoires dont le statut colonial n'est pas remis en question), mais exclut cependant le Royaume-Uni et la Russie/URSS. Paneurope est alors une réponse au *wilsonisme* frustré de Coudenhove-Kalergi qui, après avoir cru au projet de la *Société des Nations* (SDN), ne peut que constater son enlisement au milieu des querelles qui déchirent les vainqueurs de la guerre.

La proposition de Coudenhove-Kalergi suscite rapidement un grand engouement et trouve vite des adhérents dans les cercles importants d'intellectuels, de poètes et de philosophes de l'Europe : Paul Claudel, Paul Valéry, Heinrich et Thomas Mann, Stefan Zweig, Gerhart Hauptmann, Rainer Maria Rilke, Franz Werfel, Arthur Schnitzler et Sigmund Freud, aussi bien que Albert Einstein, les philosophes Ortega y Gasset et Salvador de Madariaga ou le compositeur Richard Strauss, soutiennent les idées de *Pan Europa*.

En 1926, à l'occasion du *Premier congrès Paneuropéen* qui réunit à Vienne 2 000 participants issus de 24 nations, le jeune *Mouvement Paneuropéen* est officiellement lancé et *Paneurope* devient, de ce fait, synonyme d'unification de l'Europe. Coudenhove-Kalergi est élu, par acclamations, premier Président International du *Mouvement Paneuropéen*. Le jeune maire de Cologne et futur Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, Konrad Adenauer et l'étudiant de Vienne et futur Chancelier socialiste d'Autriche, Bruno Kreisky sont parmi les premiers membres qui rejoignent le *Mouvement Paneuropéen*.

L'homme d'État le plus estimé de l'époque, le ministre français des affaires étrangères, Aristide Briand<sup>13</sup>, assure, en 1927, la présidence d'honneur du mouvement. À l'instigation de Coudenhove-Kalergi, le 5 septembre 1929, Aristide Briand propose, lors d'un discours devant la Société des Nations à Genève, la création d'une « *sorte de lien fédéral* » entre les nations européennes. Ainsi, l'initiative d'un seul homme est-elle devenue une réelle option politique tandis que le *Mouvement Paneuropéen* apparaît comme une association influente et organisée dans l'Europe entière. Cependant, dès le

---

<sup>12</sup> Bertrand Vayssière in « Richard Coudenhove-Kalergi La trajectoire européiste d'un comte d'Empire dans l'entre-deux-guerres » <https://hal.science/hal-04378952v1/document>

<sup>13</sup> Aristide Briand (1862-1932), homme politique français. Député, initiateur et rapporteur de la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 codifiant la laïcité en France, il est onze fois président du Conseil et vingt-six fois ministre sous la Troisième République. Il joue un rôle essentiel dans les relations internationales après la Première Guerre mondiale. En 1926, il reçoit le prix Nobel de la paix, conjointement avec Gustav Stresemann, pour son action comme ministre des Affaires étrangères en faveur de la réconciliation entre la France et l'Allemagne (accords de Locarno, 1925). En 1928, poursuivant son rêve de paix par la sécurité collective, dont l'axe serait la Société des Nations, il signe avec l'Américain Frank Billings Kellogg le pacte Briand-Kellogg visant à mettre la guerre hors-la-loi. Cependant, son œuvre diplomatique s'écroule dès le début des années 1930, marquées par la crise économique de 1929, la montée du nazisme et du nationalisme japonais préfigurant la Seconde Guerre mondiale.

mois d'Octobre 1929, la situation politique se modifie radicalement, décès du ministre allemand des affaires étrangères, Gustav Stresemann, qui avait soutenu l'initiative d'Aristide Briand, rejet du plan Briand par la Grande-Bretagne et enfin début de la crise de 1929.

Après l'échec de l'initiative d'Aristide Briand, Coudenhove-Kalergi continue la lutte. Non plus d'une manière offensive, mais de façon défensive contre la montée du flux croissant de la marée rouge et brune. « *Staline prépare la guerre civile - Hitler prépare la guerre des nations* », avertit Coudenhove-Kalergi à l'occasion du 3<sup>ème</sup> Congrès Paneuropéen à Bâle en 1932. Hitler considère Coudenhove-Kalergi et l'idée de *Panurope* comme de dangereux adversaires. Son plaidoyer pour une Europe unie, son opposition au nationalisme et au racisme, et sa vision d'un continent uni dans la diversité faisaient de lui une menace idéologique directe pour les Nazis.

Le 30 janvier 1933, Coudenhove-Kalergi prononce son dernier discours en Allemagne, à Berlin. Le même jour, Hitler est nommé Chancelier du Reich. Cette même année, la littérature paneuropéenne est interdite en Allemagne et l'Union Paneuropéenne Allemande dissoute. L'industrie allemande interrompt son assistance financière et se rallie à Hitler. De plus, Coudenhove-Kalergi perd le soutien de la plupart des alliés intellectuels de gauche, qui reportent leurs espoirs sur l'Union soviétique quand elle entre en lutte contre Hitler, tandis que le *Mouvement Paneuropéen* intensifie son refus du communisme. En 1938, au moment où Hitler envahit l'Autriche, Coudenhove-Kalergi fuit devant les nazis tandis que le secrétariat général du *Mouvement Paneuropéen* à Vienne est perquisitionné, ses archives étant saisies par la Gestapo<sup>14</sup>.

Il se réfugie d'abord en France dont il obtient la nationalité en 1939. Alors que la France tombait aux mains de l'Allemagne en 1940, il s'échappe vers les États-Unis par la Suisse et le Portugal où il s'embarque à Lisbonne pour New York. Quelques jours après son évasion réussie aux États-Unis, la radio annonce sa probable mort.



C'est depuis New-York qu'il organise l'*Union Paneuropéenne* en exil. Nommé professeur à l'université de New York, il y dirige le séminaire intitulé « *L'Europe fédérale de l'après-guerre* ». Le *Comité américain pour une Europe unie et libre* fut constitué, et le 5<sup>ème</sup> Congrès Paneuropéen se tint à New York en 1943. Lors de ce congrès, Winston Churchill exprima par écrit son désir de voir la création du *Conseil de l'Europe*.

La persécution et l'exil de Coudenhove-Kalergi, ainsi que la saisie de ses archives, soulignent le conflit idéologique direct entre sa vision d'une Europe démocratique et unie et les objectifs totalitaires du nazisme. Cependant, au lieu d'être réduit au silence, il continua d'écrire et de donner des conférences. Cette persévérance démontre la

---

<sup>14</sup> À la fin de la Seconde Guerre mondiale, elles sont emportées en URSS, à Moscou, où elles demeurent toujours. Coudenhove-Kalergi qui disparaîtra avant la fin de l'URSS et l'ouverture des documents conservés dans ses archives, croira toute sa vie à la perte totale de ses archives personnelles antérieures à son exil.

profonde conviction derrière ses idéaux, prouvant que le mouvement n'était pas une initiative opportuniste, mais possédait une force idéologique intrinsèque lui permettant de perdurer et de s'adapter même sous une contrainte extrême. Son plaidoyer continu depuis les États-Unis a contribué à maintenir l'idée d'unité européenne vivante pendant la guerre, influençant ainsi les plans d'après-guerre<sup>15</sup>.

## **LA MENACE SUR LA PAIX EN EUROPE**

Dès 1923, Coudenhove-Kalergi avait bien compris que l'avènement du bolchévisme en Russie représentait le danger majeur pour la paix en Europe. Il est réaliste quand il analyse les intentions russes.

*« La question européenne tout entière atteint son paroxysme avec le problème russe. L'objectif principal de la politique européenne doit être d'empêcher une invasion russe. Pour l'éviter il n'y a qu'un seul moyen : l'union de l'Europe. »<sup>16</sup>*

*« Depuis Pierre le Grand, la Russie s'approche de l'Ouest. Les États baltes, la Pologne et la Finlande ont été les étapes de ce mouvement, qui ne s'est arrêté qu'à la frontière des monarchies militaires centre-européennes, la Prusse et l'Autriche [qui] formaient le rempart qui protégeait l'Europe de la marée russe<sup>17</sup>. »*

*« La Russie ne cache pas ses intentions offensives. Ses dirigeants déclarent comme leur objectif ultime la destruction des démocraties européennes et l'entrée de tous les peuples dans la Société des Nations de Moscou. Ils se moquent des méthodes pacifistes de la deuxième Internationale et prêchent le militarisme rouge.<sup>18</sup> »*

*« L'Europe doit être consciente du fait que toute paix entre les États démocratiques et les Soviétiques n'est considérée par eux que comme un armistice ; comme une pause permettant le repos et la préparation de l'attaque suivante.<sup>19</sup> »*

*« Quelle que soit la fin de la guerre à venir en Europe il n'y aura qu'une seule puissance victorieuse : la Russie. L'autodestruction de l'Europe fraye le chemin ç une future invasion russe.<sup>20</sup> »*

La signature du pacte germano-soviétique en 1939 lui donnera raison, le retournement

---

<sup>15</sup> On prétend que sa politique et ses aventures ont servi de base à la vie du héros fictif de la Résistance, Victor Laszlo, le personnage de Paul Henreid dans le film Casablanca (source Wikipedia [https://en.wikipedia.org/wiki/Richard\\_von\\_Coudenhove-Kalergi](https://en.wikipedia.org/wiki/Richard_von_Coudenhove-Kalergi))

<sup>16</sup> Ibid. p. 89

<sup>17</sup> Ibid. p. 90

<sup>18</sup> Ibid. p. 92

<sup>19</sup> Ibid. p. 93

<sup>20</sup> Ibid. p. 152

de cette alliance en 1941 et en 1944 la conférence de Yalta qui eut pour conséquence la mainmise sur l'Europe de l'est par les soviétiques ne firent que confirmer sa prédiction.

Coudenhove-Kalergi fut terriblement marqué par le cataclysme de la Première Guerre mondiale. Il souhaitait une Europe en paix, il n'était pas un pacifiste dogmatique mais quand il évoquait le risque d'une nouvelle guerre mondiale, il le faisait avec une vision géopolitique d'une justesse remarquable.

*« Si les dirigeants et les foules européennes avaient une vision concrète de la guerre du futur, ils tenteraient par tous les moyens de l'empêcher. Seulement, les hommes n'ont aucune idée de ce qui les attend. Leur imagination est trop insuffisante et beaucoup trop tournée vers le passé que vers l'avenir. Il est plus confortable de projeter des récits passés sans les modifier dans l'avenir plutôt que de se faire une idée des choses qui n'ont jamais existé. C'est pourquoi, en 1913, personne ne se faisait une idée concrète de la Guerre mondiale et ses horreurs ont dépassé toute prévision ; c'est pourquoi personne ne se fait aujourd'hui une idée concrète de la guerre à venir dont les horreurs dépasseraient toute imagination européenne. »*

*« Si une nouvelle guerre entre les grandes puissances européennes devait éclater, son objectif ne sera pas la capitulation ou l'anéantissement du front de l'ennemi, mais l'extermination de la nation ennemie. [...] Cette guerre à venir ne se terminerait pas par un accord de paix mais par l'extermination du peuple vaincu. »*

*« Dans tous les cas, une telle guerre d'anéantissement, entraînant toutes les autres nations du continent, provoquerait la chute de l'Europe. Même la nation qui aurait survécu ne pourrait plus jamais se rétablir, qualitativement comme quantitativement, à cause des victimes humaines et des pertes matérielles.<sup>21</sup> »*

## **COUDENHOVE-KALERGI ET LES PACIFISTES**

Le courant pacifiste est une constante en Allemagne depuis le milieu du XIXe siècle. Il va vraiment s'implanter à la fin du siècle avec la diffusion des travaux de Hodgson Pratt<sup>22</sup>. On peut dater sa véritable naissance en 1892 avec la création de la *Deutsche*

---

<sup>21</sup> Ibid. pp. 149 à 151

<sup>22</sup> Hodgson Pratt, (1824-1907) est un pacifiste britannique. En 1880, il fonde l'*International Arbitration and Peace Association* (IAPA) à Londres. Il est à la tête de la délégation britannique lors du congrès pour la paix de Bruxelles en 1882 auquel participent plus de 500 délégués des autres nations. Conjointement avec Franz Wirth, il fonde la *Frankfurter Friedensgesellschaft* en 1886. En 1880, il préside le congrès mondial pour la paix à Londres. En 1894, il est invité par Pierre de Coubertin à prendre part en tant que membre d'honneur au congrès de fondation du Comité international olympique.

*Friedensgesellschaft*. Ses fondateurs, Bertha von Suttner<sup>23</sup> et Alfred Hermann Fried<sup>24</sup>, recevront chacun le Prix Nobel de la paix en 1905 et en 1911.

Le mouvement n'arrive pas vraiment à s'imposer dans la société allemande très militariste. La désorganisation du mouvement pacifiste est également un lourd handicap pour faire progresser ses idées.

Le pacifisme allemand reste isolé sur la scène internationale et les relations franco-allemandes, profondément détériorées depuis la guerre franco-allemande de 1870, ont également empêché le pacifisme de progresser.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale met à mal le mouvement pacifiste. Les réactions des pacifistes allemands par rapport à la guerre sont très diverses. Au sortir d'une guerre qui a paralysé le pacifisme international, c'est à un mouvement de plus en plus politisé auquel on a affaire. Deux ailes se font face, l'une modérée plaidant pour un statu quo et l'autre radicale, pour une démocratisation de l'Allemagne

En 1918, les pacifistes allemands, pour la plupart profondément déçus par les vexations des Alliés que représente le Traité de Versailles (voir encadré ci-après), doivent se confronter à la question de la culpabilité allemande. Certains font leur mea culpa, tandis que les autres refusent de se considérer coupables, plaidant davantage pour une responsabilité partagée par tous. L'Allemagne doit retrouver le rang politique et diplomatique qu'elle a perdu et doit rompre son isolement sur le plan européen. La révision du traité devient primordiale et l'un des moyens de l'atteindre est l'intégration au sein de la *Société des Nations*. Une fois ce but atteint, le mouvement pacifiste sombre, d'autant plus que l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933 signe sa fin. Il ne renaîtra qu'après 1945.

**La fin de la Première Guerre mondiale a été marquée par une série de traités internationaux visant à redessiner la carte de l'Europe et à établir une paix durable.**

Voici les principaux traités :

**Traité de Versailles (28 juin 1919)** entre les Alliés et l'Allemagne ; il impose à l'Allemagne de lourdes réparations, la perte de territoires et des restrictions militaires.

**Traité de Saint-Germain-en-Laye (10 septembre 1919)** entre les Alliés et l'Autriche ; il officialise la dissolution de l'Empire austro-hongrois et la création de nouveaux États comme l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

**Traité de Neuilly-sur-Seine (27 novembre 1919)** entre les Alliés et la Bulgarie ; il entraîne des pertes territoriales pour la Bulgarie.

<sup>23</sup> Bertha Sophie Felicitas comtesse Kinsky von Wehinitz und Tettau, baronne von Suttner (1843-1914). Pacifiste autrichienne radicale, lauréate en 1905 du prix Nobel de la paix. Elle a été vice-présidente du Bureau international de la paix de sa création en 1892 à sa mort en 1914. Elle fut un temps la secrétaire d'Alfred Nobel en 1876 quand celui-ci résida à Paris. Elle fut l'auteure en 1889 de *Die Waffen nieder !* (Bas les armes !).

<sup>24</sup> Alfred Hermann Fried (1864-1921) journaliste autrichien, qui milita en faveur de la paix, dans les années qui précédèrent la Première Guerre mondiale. Il fonde la revue « *Die Friedens-Warte* », qui milite en faveur des théories pacifistes. Il publie en 1908 « *Grundlagen des Revolutionären Pazifismus* » (Fondements du pacifisme révolutionnaire). Fried travaille avec Bertha von Suttner dans le Mouvement de la Paix en Allemagne et en Autriche. Il a fondé l'Union de la Presse pour la Paix à Vienne en avril 1909. Il s'exile en Suisse pendant la Première Guerre mondiale. Il reçoit conjointement avec Tobias Asser le prix Nobel de la paix en 1911 pour son engagement pour le pacifisme.

**Traité de Trianon (4 juin 1920)** entre les Alliés et la Hongrie ; il redéfinit les frontières de la Hongrie, entraînant des pertes territoriales importantes.

**Traité de Sèvres (10 août 1920)** entre les Alliés et l'Empire ottoman ; il prévoyait le démembrement de l'Empire ottoman, mais n'a jamais été ratifié et a été remplacé par le Traité de Lausanne.

**Traité de Lausanne (24 juillet 1923)** signé entre la Turquie et les Alliés ; il a révisé le Traité de Sèvres, établissant les frontières de la Turquie moderne.

La décennie 1920 occupe une place singulière dans l'histoire du XXe siècle, se présentant comme un interlude de créativité diplomatique et d'espérance sociétale entre les déchirements de la Grande Guerre et l'effondrement des années 1930. Au cœur de cette période, deux courants de pensée majeurs, souvent distincts dans leurs origines mais convergents dans leurs finalités, ont tenté de redéfinir l'ordre mondial : le pacifisme militant et l'idée paneuropéenne. Le pacifisme, né d'un traumatisme de masse sans précédent, a cherché à délégitimer la guerre en tant qu'institution, tandis que le mouvement paneuropéen, porté par des figures visionnaires comme Coudenhove-Kalergi et Aristide Briand, a proposé une restructuration supranationale du continent comme unique garantie de survie face au déclin de la civilisation européenne.

Le pacifisme des années 1920 n'est pas une simple construction intellectuelle ; il s'enracine dans une expérience vécue par des millions d'individus. En France, ce sentiment devient une force politique incontournable, portée par le poids démographique et moral des anciens combattants.

Selon les travaux d'Antoine Prost<sup>25</sup>, un Français sur six appartient à une association d'anciens combattants durant cette période, touchant ainsi une majorité de la population mâle active et électrice. Pour ces hommes, le pacifisme n'est pas une posture idéologique mais une nécessité existentielle issue des tranchées. Ce « pacifisme des vainqueurs » s'emploie à démystifier l'héroïsme guerrier pour montrer le vrai visage du conflit : celui des mutilés et des « Gueules cassées », placés délibérément en tête des défilés pour heurter les consciences et empêcher l'oubli.

Le tissu associatif des vétérans, qui rassemble en France jusqu'à trois millions de membres au début des années 1930, devient un vecteur de socialisation majeur, souvent indépendant des partis politiques traditionnels. Ces associations disposent d'un poids moral tel qu'elles peuvent prôner la paix sans être accusées de lâcheté ou de trahison. La *Confédération nationale*, créée en novembre 1927, unifie les grandes structures comme l'*Union fédérale des mutilés* et l'*Union nationale des combattants*, créant un bloc de pression favorable à la politique de conciliation d'Aristide Briand. C'est à cette époque qu'apparaît la définition de « *la der des der* » et la volonté du « *plus jamais ça* ».

---

<sup>25</sup> Antoine Prost, né en 1933, historien, universitaire, ancien homme politique et ex-syndicaliste français. Spécialiste de l'histoire sociale, de l'histoire de l'éducation et de la Première Guerre mondiale, il a été engagé au sein du SGEN et de la CFDT de 1960 à 1977, été conseiller spécial de Michel Rocard de 1988 à 1990, puis de 1989 à 2001 adjoint à l'urbanisme au maire socialiste d'Orléans.

Les mouvements d'anciens combattants foisonnent dans toute l'Europe. Ils ne sont malheureusement pas tous pacifistes et certains seront très vite utilisés, voir instrumentalisés, par le fascisme et par le nazisme, jouant sur la corde patriotique, antibolchévique et l'opposition au « *Diktat* » de Versailles.

Le mouvement pacifiste de l'entre-deux-guerres est loin d'être homogène. Il est traversé par des clivages profonds qui reflètent des visions divergentes de la sécurité et du droit.

Le pacifisme sociétair, majoritaire, est un pacifisme de juristes et de diplomates qui croit en la force du contrat. Il cherche à transformer la SDN en une véritable puissance législatrice capable de réprimer toute agression. À l'inverse, le pacifisme intégral, nourri par des courants anarchistes, féministes et parfois religieux, rejette la structure même de la SDN comme étant une « *exécutrice testamentaire de la guerre* ». Ce courant radical, bien que moins nombreux, exerce une influence croissante à mesure que les tensions internationales s'intensifient, menant certains de ses membres à des positions de « *plutôt Hitler que la guerre* » à la fin des années 1930.

Parallèlement au pacifisme de masse, une élite intellectuelle tente de reconstruire les ponts détruits par la guerre. Ce mouvement s'articule autour de l'idée d'une identité européenne dépassant les nationalismes.

Romain Rolland, prix Nobel de littérature 1915, en devient la figure de proue. Dans sa déclaration publiée en 1919, il appelle les intellectuels à se libérer des haines nationales et à jouer un rôle de médiateurs<sup>26</sup>. Sous son impulsion, la revue *Europe* est fondée en 1923. Son titre même est un programme : il s'agit de créer un espace de dialogue littéraire et philosophique mondialisé, où les cultures indienne, russe et européenne pourraient fusionner dans une « vaste fédération humaine ».

La revue publie des auteurs exilés ou marginaux et s'oppose catégoriquement aux discours de haine. Pour ce groupe, la paix est indissociable d'une réforme intellectuelle profonde visant à éradiquer le « *chauvinisme batailleur* » qui a condamné la jeunesse de 1914 à l'égorgeement mutuel.

L'écrivain autrichien Stefan Zweig<sup>27</sup> incarne une autre facette de cet idéal. Sa vision de l'Europe est celle d'un « monde de la sécurité » perdu, celui de la *Belle Époque viennoise* où la culture semblait être un rempart infranchissable contre la barbarie. Pour Zweig, l'unité européenne est d'abord intellectuelle et polyglotte. Il rêve d'une Europe

---

<sup>26</sup> *La Déclaration de l'indépendance de l'Esprit* manifeste rédigé par Romain Rolland et publié dans le quotidien L'Humanité du 26 juin 1919, cosigné notamment par Henri Barbusse, Albert Einstein, Jean Guéhenno ou encore Bertrand Russell. Cet appel s'adresse aux intellectuels du monde entier, les invitant à reformer leur union après la Première Guerre mondiale. Il dénonce l'échec de l'intelligence face aux nationalismes et appelle à un nouvel engagement pour la vérité, la liberté et la fraternité universelle. Les intellectuels sont appelés à se détacher de toute servitude politique ou nationale pour servir l'Esprit, guide de l'humanité vers un avenir meilleur.

<sup>27</sup> Stefan Zweig (1881-1942) écrivain, dramaturge, journaliste et biographe autrichien. Ami de Sigmund Freud, Arthur Schnitzler, Romain Rolland, Richard Strauss, Émile Verhaeren, Stefan Zweig a fait partie de l'intelligentsia viennoise. Il quitte son pays natal en 1934, en raison de la montée du nazisme et de ses origines juives, pour se réfugier à Londres, puis au Brésil où il se suicidera avec sa femme Lotte. Son œuvre est constituée essentiellement de biographies, mais aussi de romans et de nouvelles. Dans son livre testament, *Le Monde d'hier*. Souvenirs d'un Européen, Zweig se fait chroniqueur de l'âge d'or de l'Europe et analyse ce qu'il considère comme l'échec d'une civilisation.

supranationale et supra-confessionnelle, débarrassée du poison du nationalisme qu'il considère comme une idéologie toxique menant inévitablement à la xénophobie et à la guerre. Dans ses essais et conférences des années 1920, Zweig propose des mesures concrètes, comme des échanges massifs de jeunes étudiants entre nations européennes pour « *détoxiquer* » les consciences par la rencontre de l'Autre. Son pacifisme est une tentative de comprendre l'adversaire de l'intérieur pour rendre la haine impossible. Cependant, cette confiance ultime en l'invincibilité de l'esprit sera tragiquement démentie par la montée du nazisme.

C'est dans ce climat de quête de paix qu'émerge le projet de Coudenhove-Kalergi, cela mouvement marque une rupture avec les réflexions abstraites des siècles précédents pour proposer une organisation institutionnelle concrète.

Coudenhove-Kalergi dresse un constat lucide : l'Europe est en déclin. Face aux puissances émergentes que sont les États-Unis et l'URSS, le vieux continent, morcelé en vingt-cinq États rivaux, court à la catastrophe économique et culturelle. Il propose une restructuration du monde en cinq grands blocs géopolitiques, une vision qui préfigure la logique de blocs de la guerre froide, mais dans une clé multipolaire :

- Paneurope : les États européens continentaux et leurs colonies.
- Pan-Amérique : les États-Unis et le continent américain.
- Empire Britannique : le Royaume-Uni et son Commonwealth mondial.
- Empire Russe : l'Union Soviétique.
- Empire Mongol : le bloc Asie-pacifique (Chine, Japon).

Coudenhove-Kalergi se sent naturellement proche des pacifistes. Il est familier des milieux pacifistes austro-allemands et il rejoint au lendemain de la Première Guerre mondiale l'avis de mouvements comme la *Deutsche Liga für Völkerbund*, le *Bund Neues Vaterland* ou la *Deutsche Friedensgesellschaft*, à travers une hostilité commune à l'égard des traités de paix, et une confiance maintenue dans les principes de la *Société des Nations*.

Néanmoins, Coudenhove-Kalergi rejette les mouvements pacifistes traditionnels, les jugeant trop passifs ou utopiques face à la nécessité de construire une puissance européenne capable de s'imposer sur la scène mondiale.

La création des États-Unis d'Europe comme étape vers un ordre mondial pacifié n'est pas non plus une idée nouvelle pour les cercles pacifistes d'Europe centrale. Franck Théry précise dans son ouvrage daté de 1988<sup>28</sup> que dès 1924, Coudenhove-Kalergi était accusé d'avoir plagié la pensée du leader pacifiste austro-hongrois Alfred Hermann Fried.

---

<sup>28</sup> Franck Théry « *Construire l'Europe dans les années vingt : l'action de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932* » (Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 1998. Euryopa. Études)

« En janvier 1924, Karl Brockhausen affirmait que “Fried avait déjà placé l'idée paneuropéenne au premier plan de ses entreprises pacifistes”. En juillet 1927, Hans Wehberg, figure éminente de la *Deutschen Friedensgesellschaft*<sup>29</sup> et de la *Deutsche Liga für Völkerbund*<sup>30</sup>, coéditeur de la *Friedens-Warte*, déclarait que c'était “un devoir moral pour Coudenhove-Kalergi de ne pas taire plus longtemps qu'avant lui, Bertha von Suttner et Alfred Hermann Fried s'étaient engagés en faveur de la Paneurope et d'une Union paneuropéenne”. Cette polémique relevait en grande partie du procès d'intention.<sup>31</sup> »

Dans son ouvrage, Franck Théry analyse très finement les relations de Paneurope avec le (les) mouvement(s) pacifistes des années 1920.

Le passage du pacifisme à l'europhisme est en revanche clairement opéré chez l'Allemand Walther Schücking<sup>32</sup> qui manifeste par son engagement l'attention croissante des juristes aux projets d'organisations internationales. Co-fondateur et président du *Verband für internationale Verständigung*<sup>33</sup> à partir de 1910, Schücking prit la tête d'un groupe d'intellectuels et de politiciens soucieux de briser la marginalisation du mouvement pacifiste en Allemagne, consécutive à un militantisme très critique à l'égard du Reich, pour promouvoir au sein des milieux politiques influents la mise en place d'un droit international. Partisan d'une cour de justice internationale et de l'arbitrage obligatoire, il se fait l'avocat de la *Société des Nations* en adhérant à la présidence de la *Deutsche Liga für Völkerbund* qui réclame l'adhésion de l'Allemagne à la SDN, et appelle à la constitution d'une entente européenne, première étape vers une organisation mondiale sous l'égide de Genève.

Coudenhove-Kalergi et Schücking incarnent pareillement au lendemain de la guerre l'émancipation d'un courant europhiste autonome. Cependant les oppositions ne tardent pas à surgir entre les deux hommes. Lorsqu'au *XXIIIe Congrès mondial de la paix*, organisé à Berlin du 2 au 8 octobre 1924, Schücking est invité à prononcer un discours sur « *Paneurope et la Société des Nations* » devant les 470 délégués des fédérations pacifistes de vingt et un pays, il rejette ouvertement l'idée paneuropéenne.

Schücking voyait en Paneurope une menace pour la prépondérance de la Société des Nations, qui avait accompli ces derniers temps de si grands progrès sur la voie du pacifisme. Les associations continentales représentaient un danger, l'exclusion des États panaméricains un affaiblissement de la Société des Nations.

Dès lors l'émancipation d'un organe européen au sein de la SDN, revendiquée par Coudenhove-Kalergi, va en 1924 à contrecourant d'une tendance europhiste soucieuse

---

<sup>29</sup> « Société allemande pour la paix »

<sup>30</sup> « Ligue allemande pour la Société des Nations »

<sup>31</sup> Ibid. p.21 et suivantes.

<sup>32</sup> Walther Adrian Schücking (1875-1935) un homme politique libéral, député démocrate au Reichstag de 1919 à 1928, professeur de droit et premier juge allemand permanent à la Cour internationale de justice à La Haye de 1930 à 1935.

<sup>33</sup> « Association pour la compréhension internationale »

de maintenir sa crédibilité auprès des milieux internationaux, en réaffirmant la primauté de la SDN dans le maintien de la paix dans le monde et en Europe.

Foyer d'inspiration du projet paneuropéen, les milieux pacifistes d'Europe centrale constituent également un des creusets initiaux au sein desquels Coudenhove-Kalergi a tenté de recruter des militants en faveur de Paneurope.

Critiquant sévèrement la division, le manque de conviction et de réalisme d'un pacifisme qu'il qualifie de « religieux », il revendique la conversion à une nouvelle forme de pacifisme, dont la Paneurope doit constituer le mot d'ordre et le fer de lance. Selon Coudenhove, « le problème le plus difficile du pacifisme » réside dans la multiplication des conflits pour l'émancipation nationale qui touchent alors l'Europe mais menacent également les colonies d'Asie. Seul un traitement régionaliste serait à même de régler la question complexe des nationalités. Aussi le « pacifisme concret » que Coudenhove appelle de ses vœux ne peut être qu'euro-péen.

*« C'est pourquoi le pacifisme européen doit tenter de prendre lui-même son destin en main [...]. C'est le but de Paneurope [...] de rendre l'Europe indépendante des vicissitudes qui menacent l'Asie et de garantir sa paix par ses propres moyens ».*

En instaurant l'égalité en droit pour toutes les nationalités et en stimulant l'interdépendance des nations à travers une union politique et économique, la Paneurope doit favoriser à terme une dédramatisation de la question nationale et l'apaisement des tensions nationalistes.

Au terme de cette lecture pacifiste de son projet, Coudenhove-Kalergi présentait l'euro-péisme comme une sorte de troisième voie entre le « pacifisme réactionnaire de Genève », qui à travers la domination des grandes puissances restaurait l'esprit de la Sainte-Alliance, et le « pacifisme révolutionnaire de Moscou », envers lequel il nourrissait de vives inquiétudes.

Plus fondamentalement encore, le « *nouveau pacifisme doit avant tout réformer également les pacifistes* ». Partisan d'un pacifisme résolument tourné vers l'action militante, il réclame aux pacifistes davantage d'unité et d'engagement.

*« Les pacifistes de toutes les nations, de tous les partis et idéologies, doivent constituer une phalange dans la politique internationale avec une direction unique et des symboles communs [...]. Le pacifisme ne triomphera que si les pacifistes sont prêts à sacrifier leur honneur, leur argent et leur vie dans le combat pour la paix.<sup>34</sup> »*

Le projet paneuropéen et le pacifisme des années 1920 étaient les enfants de la prospérité relative et de la détente diplomatique. Le krach de Wall Street d'octobre 1929 et la Grande Dépression qui s'ensuit vont briser ces dynamiques et ranimer les égoïsmes

---

<sup>34</sup> Richard Coudenhove-Kalergi, "Pazifismus"

nationaux.

L'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en 1933 scelle la fin de l'utopie paneuropéenne démocratique. Hitler propose un autre modèle d'unification de l'Europe : celui d'un ordre nouveau fondé sur l'hégémonie raciale et la force brutale, à l'opposé exact de la fédération de paix rêvée par Coudenhove-Kalergi. Le pacifisme, autrefois force de progrès, se transforme pour certains en un outil de neutralisation face à l'agression nazie, menant aux accords de Munich en 1938.

Malgré son naufrage final, la période 1920-1929 reste le laboratoire indispensable de la construction européenne. Les idées de Coudenhove-Kalergi sur la souveraineté partagée et la nécessité d'une identité européenne commune continuent d'influencer les débats actuels sur l'intégration.

Le pacifisme des années 1920 a également laissé un héritage juridique fondamental : **la reconnaissance de la guerre comme crime contre l'humanité et la nécessité d'une justice internationale permanente.** Si la SDN a échoué par manque de moyens, elle a servi de prototype à l'ONU. Enfin, le rêve de Stefan Zweig et Romain Rolland d'une Europe de la culture et de l'esprit demeure l'horizon moral d'une *Union européenne* qui cherche encore à concilier ses racines historiques avec les défis de la mondialisation.

**En conclusion, le pacifisme et la Paneurope des années 1920 ne furent pas des illusions naïves, mais les prémices fragiles d'un ordre nouveau qui nécessitait une seconde tragédie mondiale pour s'imposer comme une évidence politique.**

# LES PANEUROPÉENS FRANÇAIS DE LA PREMIÈRE HEURE

## ARISTIDE BRIAND

Après 1918, la France est obsédée par sa sécurité face à une Allemagne dont le potentiel démographique et industriel reste intact malgré la défaite. Briand comprend que le respect strict du traité de Versailles, s'il est imposé par la force, ne peut mener qu'à une revanche allemande. Il s'oriente donc vers une politique de réconciliation et de sécurité collective dont l'axe central est la Société des Nations (SDN). Cette orientation culmine en 1925 avec les accords de Locarno, où Briand, aux côtés de l'Allemand Gustav Stresemann et du Britannique Austen Chamberlain, jette les bases d'une stabilisation des frontières occidentales de l'Europe.

L'attribution du prix Nobel de la paix en 1926 à Briand et Stresemann symbolise cet « esprit de Locarno » qui va nourrir l'idée européenne. Briand cherche alors à consolider ce rapprochement fragile par une structure plus permanente, capable de résister aux aléas politiques nationaux.

Parallèlement à son action diplomatique, Briand est influencé par les courants intellectuels européistes, au premier rang desquels figure le mouvement *Panurope* fondé par Coudenhove-Kalergi. Les idées de Coudenhove-Kalergi qui prône une union des États européens pour faire face à la montée en puissance des États-Unis et de l'URSS, ainsi qu'au risque de déclin de la civilisation européenne reçoivent un écho favorable chez Briand qui percevait les limites d'une SDN universelle et souvent impuissante face aux problèmes spécifiquement continentaux.

Jean-Baptiste Duroselle présente Briand comme un « *habile et souple conciliateur* » dans son livre *L'Idée d'Europe dans l'histoire*<sup>35</sup>.

*« [...] Briand était aussi peu doctrinaire que possible, et adaptait son action aux circonstances, aux mouvements d'idées. [...], il fit savoir dès juillet 1929 qu'il avait l'intention de proposer un projet d'Union européenne. Il parla d'États-Unis d'Europe dans sa déclaration ministérielle.*

*[...]*

*On peut sans doute situer l'origine de l'action de Briand à la « Lettre ouverte aux parlementaires français » que Coudenhove-Kalergi publia en juin 1924. »*

Jean-Baptiste Duroselle a longuement évoqué cette collaboration intellectuelle entre les deux hommes dans son livre *L'Idée d'Europe dans l'histoire*.

---

<sup>35</sup> « *L'Idée d'Europe dans l'histoire* » (publié chez Denoël en 1965) – Chapitre XI L'Europe de Versailles - § II Le Projet Briand d'Union européenne » - p. 272

C'est ainsi que Briand accepte la présidence d'honneur du mouvement en 1927, témoignant de sa porosité aux idées fédéralistes, même si, en tant qu'homme d'État, il doit rester plus prudent que Coudenhove-Kalergi.

Duroselle précise<sup>36</sup> :

*« Briand fut un bon président. « Marchez vite, vite, vite » avait-il dit à Coudenhove-Kalergi dès 1926. C'est en ayant présentes à l'esprit les directives paneuropéennes qu'il prononça son discours de septembre 1929 à Genève. »*

Le 5 septembre 1929, lors de la dixième session de l'Assemblée de la SDN à Genève, Aristide Briand franchit une étape historique en proposant l'établissement d'une « sorte de lien fédéral » entre les peuples d'Europe. Ce discours<sup>37</sup> prononcé devant les représentants de 27 nations européennes, marque la naissance diplomatique de l'idée d'une union structurée du continent.

*« Je pense qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés comme les peuples d'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral ; ces peuples doivent avoir à tout instant la possibilité d'entrer en contact, de discuter de leurs intérêts, de prendre des résolutions communes, d'établir entre eux un lien de solidarité, qui leur permettra de faire face, au moment voulu, à des circonstances graves si elles venaient à naître.*

*C'est ce lien, messieurs, que je voudrais m'efforcer d'établir.*

*Évidemment, l'association agira surtout dans le domaine économique : c'est la question la plus pressante. Je crois que l'on peut y obtenir des succès. Mais je suis sûr aussi qu'au point de vue politique, qu'au point de vue social, le lien fédéral, sans toucher à la souveraineté d'aucune des nations qui pourraient faire partie d'une telle association, peut être bienfaisant ».*

Duroselle commente sévèrement ce texte essentiel de Briand<sup>38</sup> :

*« Le lecteur familier avec la science politique ne peut s'empêcher de trouver des contradictions, des ambiguïtés... Qu'est-ce qu'une sorte de lien fédéral » si en même temps on ne touche à la souveraineté d'aucune nation ? S'agit-il de fédération, de confédération, d'association, de coopération ? Certes, Coudenhove-Kalergi en parlant de « Paneurope » [...] va plus loin. Mais Briand est prudent et s'il est vague, c'est à la fois faute de rigueur d'esprit et par habileté. »*

Dans sa rhétorique, Briand utilise le terme « fédéral » avec une précaution extrême, conscient des susceptibilités nationales concernant la souveraineté. Il insiste sur le fait que cette association ne doit pas toucher à la souveraineté des nations membres, une

---

<sup>36</sup> Ibid. p. 274

<sup>37</sup> [http://jmguiou.free.fr/galerie2/Briand\\_discours\\_Geneve\\_sept-1929.htm](http://jmguiou.free.fr/galerie2/Briand_discours_Geneve_sept-1929.htm)

<sup>38</sup> Ibid. p. 275

contradiction apparente qui reflète la difficulté de concevoir une union politique sans transfert de pouvoir. Pour Briand, le lien fédéral doit d'abord être un instrument de solidarité permettant de faire face à des « circonstances graves » et de stabiliser les rapports économiques.

Il affirme que les peuples groupés géographiquement doivent avoir la possibilité d'entrer en contact à tout instant pour discuter de leurs intérêts communs. Cette idée de contact permanent suggère la création d'institutions spécifiques, distinctes de la SDN mais travaillant en harmonie avec elle. Briand justifie cette approche régionale par la nécessité de traiter les problèmes économiques pressants que la SDN, à l'échelle mondiale, peine à réguler.

Dans la foulée de ce discours, le 9 septembre 1929, lors d'un déjeuner organisé à l'Hôtel des Bergues à Genève, les délégués des 27 États européens membres de la SDN confient officiellement au gouvernement français le soin d'élaborer un mémorandum détaillant cette proposition. Ce mandat formel transforme une idée en un projet administratif et diplomatique concret.

Il est intéressant de noter que Briand, lors de ce déjeuner, a dû répondre aux inquiétudes de certains partenaires, notamment britanniques, qui craignaient que cette union ne crée un bloc rival à la SDN ou ne nuise aux intérêts des puissances extra-européennes. Briand s'est alors employé à rassurer ses collègues en affirmant que l'Union serait une « *emanation* » de la SDN et non un organisme dissident.

## **Le Mémorandum du 1<sup>er</sup> mai 1930**

Le projet de Briand trouve sa forme définitive dans le « *Mémorandum sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne* », adressé par le Quai d'Orsay aux capitales européennes le 1<sup>er</sup> mai 1930<sup>39</sup>. Ce texte, rédigé sous la direction d'Alexis Léger (connu en littérature sous le nom de Saint-John Perse)<sup>40</sup>, alors secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, définit l'architecture politique et économique de la future Union.

Le mémorandum propose une structure institutionnelle tripartite visant à assurer la continuité de l'action européenne sans pour autant créer un super-État. Les différents organes proposés sont les suivants :

- **Conférence Européenne** : organe directeur composé des représentants de tous les gouvernements européens membres de la SDN. Elle se réunit périodiquement

---

<sup>39</sup> Le mémorandum est disponible en Anglais via le lien <https://www.europarl.europa.eu/100books/en/detail/14/memorandum-on-the-organization-of-a-regime-of-european-federal-union?edition=fr>

<sup>40</sup> Alexis Léger, dit Saint-John Perse, (1887-1975) est un poète, écrivain et diplomate français, lauréat du prix Nobel de littérature en 1960. En 1921, remarqué par Aristide Briand, alors ministre des affaires étrangères, il est nommé à l'administration centrale du ministère en 1922 puis devient, en 1925, directeur du cabinet du ministre. Peu de temps après, il est l'un des principaux auteurs des accords de Locarno en octobre 1925, plaidant pour une « conciliation franco-allemande pour assurer la sécurité de la France puis de l'Europe ». C'est à cette époque qu'il adopte le pseudonyme de Saint-John Perse. En 1929, il rédige pour Aristide Briand le Mémorandum sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne sur mandat de l'Assemblée générale de la SDN.

pour définir les orientations générales.

- **Comité Européen Permanent** : organe exécutif chargé d'assurer la continuité des travaux, de préparer les sessions de la Conférence et d'étudier les questions techniques.
- **Secrétariat** : basé à Genève, il assure le fonctionnement administratif de l'Union, en lien étroit avec le secrétariat général de la SDN.

Le choix de Genève comme siège de l'Union souligne la volonté de Briand de maintenir le projet sous l'aile de la SDN. Le mémorandum précise que l'Union est réservée aux États membres de la SDN, ce qui exclut de fait, à l'origine, l'URSS et la Turquie, une décision contestée par certains de ses partenaires.

Une des thèses centrales de Briand est la « *subordination du problème économique au problème politique* ». Contrairement aux approches technocratiques ultérieures, Briand estime que toute libéralisation des échanges ou unification douanière suppose d'abord un climat de sécurité politique. Il craint que sans garanties politiques, les nations les plus faibles économiquement ne perçoivent l'ouverture des frontières comme une menace de domination de la part des grandes puissances industrielles comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni.

Néanmoins, le mémorandum trace les contours d'un véritable programme économique ambitieux pour l'époque :

- **Établissement d'un marché européen** : l'objectif final est la création d'un marché commun pour élever le niveau de bien-être sur le continent.
- **Politique douanière libérale** : le texte suggère un abaissement progressif des tarifs douaniers et une simplification de la circulation des marchandises et des capitaux.
- **Grands travaux et communications** : Briand propose la coordination des réseaux routiers, des canaux et des transports aériens pour unifier l'espace européen.
- **Questions sociales** : le mémorandum évoque la nécessité de réglementer les conséquences de l'émigration intereuropéenne et d'harmoniser les assurances sociales.

En février 1930, un projet de *Pacte européen* est publié par l'*Union Paneuropéenne* qui décrit en détail la création des « *États fédérés d'Europe* ». Ce pacte prévoit des organes fédéraux, Conseil fédéral, Assemblée fédérale, Cour de justice fédérale et Chancellerie fédérale. Mais comme le précise Duroselle, « *Briand ne pas influencé par ce projet grandiose* »<sup>41</sup>.

Le mémorandum de 1930 va susciter une vague de réponses de la part des 26 gouvernements consultés. Si le principe d'une collaboration européenne n'est pas

---

<sup>41</sup> Ibid. p. 278

ouvertement rejeté, les objections soulevées révélèrent des divergences profondes qui allaient paralyser le projet.

Duroselle établit une liste des critiques essentielles causées essentiellement par ce qu'il appelle « *l'éparpillement européen, œuvre de Versailles* ».

Le sort du projet dépendait largement de l'adhésion des deux autres piliers de l'ordre européen de l'époque, le Royaume-Uni et l'Allemagne, et de l'Italie soucieuse de préserver sa zone d'influence en Europe.

- **Le Royaume-Uni** : les Britanniques, menés par le gouvernement travailliste de Ramsay MacDonald, se montreront extrêmement réservés. Ils craignaient que l'Union européenne n'affaiblisse la SDN et ne complique les relations privilégiées du Royaume-Uni avec son Empire et les États-Unis. Pour Londres, toute organisation européenne indépendante de la SDN était perçue comme un risque de rivalité géopolitique.
- **L'Allemagne** : la mort de Gustav Stresemann en octobre 1929 avait changé la donne à Berlin. Ses successeurs, confrontés à la montée des partis nationalistes, voyaient dans le projet de Briand un instrument français visant à figer les frontières issues de Versailles. L'Allemagne posait des conditions préalables inacceptables pour Paris, notamment la révision des frontières orientales et l'inclusion immédiate de l'URSS dans l'Union.<sup>3</sup>
- **L'Italie** : le gouvernement fasciste de Mussolini, bien que participant aux discussions, restait méfiant envers une initiative qui aurait pu renforcer l'influence française en Europe centrale et balkanique.

Devant ces résistances, la SDN ne créa pas une Union européenne, mais une simple *Commission d'étude pour l'Union européenne* (CEUE) le 17 septembre 1930. Briand en est nommé président, mais l'élan initial est brisé. La CEUE va tenir cinq sessions de 1930 à 1932, mais ses débats vont s'enliser dans des détails techniques sans jamais aborder la question politique fondamentale.

On peut résumer les principaux facteurs d'échecs de la création de l'Union européenne telle que la proposait Briand :

- **La Crise de 1929** : le krach boursier déclenche une dépression mondiale, provoquant un repli protectionniste massif qui rend caduque l'idée d'un marché commun libéral.
- **La mort de Stresemann** : la disparition du partenaire allemand de Briand rompt le dialogue de confiance indispensable à la réconciliation.
- **La dépendance à la SDN** : le projet est perçu comme trop étroitement lié à une organisation déjà perçue comme défailante ou partielle.
- **Le poids de la souveraineté** : l'attachement viscéral des États-nations à leur souveraineté absolue empêche tout transfert de compétence vers un organe fédéral.

« Comparaison n'est pas raison » dit le proverbe, pourtant on constate une certaine similitude avec les facteurs divisant les 2<sup>e</sup> pays membres de l'UE en 2025.

## Conclusion

Bien que le projet de 1930 ait officiellement cessé d'exister en 1932 avec la mort de Briand et l'aggravation de la situation internationale, son influence sur la construction européenne de l'après-seconde Guerre mondiale est immense.

L'échec de Briand a servi de leçon aux pères fondateurs, notamment à Jean Monnet et Robert Schuman. Ces derniers ont compris que l'unification politique globale par le haut, tentée par Briand, se heurtait de front aux souverainetés nationales. En 1950, Schuman opte pour la méthode des « petits pas » ou du fonctionnalisme, en commençant par l'intégration d'un secteur économique précis et vital : le charbon et l'acier (*CECA*), une idée paneuropéenne développée par Coudenhove-Kalergi.

Cependant, les points de convergence restent nombreux, entre Coudenhove-Kalergi, Briand et Schuman, la réconciliation franco-allemande, la création d'institutions communes et l'objectif de paix par l'économie.

Point de Comparaison	Coudenhove-Kalergi (1923)	Briand (1930)	Schuman (1950)
Méthode	Intergouvernementale : Création d'une fédération d'États souverains.	Intergouvernementale : Coopération entre États souverains.	Supranationale : Transfert de souveraineté à une autorité indépendante.
Champ d'Application	Global et politique d'emblée.	Global et politique d'emblée.	Sectoriel (charbon et acier) puis élargissement progressif.
Contexte Géopolitique	SDN, instabilité post-Versailles.	SDN, instabilité post-Versailles.	Guerre froide, nécessité de reconstruction et d'ancrage de l'Allemagne de l'Ouest.
Soutien Populaire	Citoyenneté européenne	Projet de chancellerie et d'élites intellectuelles.	Volonté de créer des solidarités de fait impactant la vie économique réelle.

L'analyse démontre que Schuman a réussi là où Briand avait échoué en inversant la hiérarchie : l'économie devient le levier pour construire, à terme, l'union politique.

Le projet de Briand n'est pas seulement un texte diplomatique ; il porte en lui une certaine élégance de style et une hauteur de vue qui trahissent la main de son principal rédacteur, Alexis Léger. Sa vision d'une Europe stable et pacifiée par le droit imprègne chaque ligne du mémorandum.

C'est plus le poète Saint-John Perse que le diplomate Alexis Léger qui a apporté au projet une dimension quasi mystique de l'unité européenne, perçue comme une nécessité historique pour sauver une civilisation menacée par ses propres démons nationalistes. Cette alliance entre la rigueur diplomatique et l'inspiration humaniste a donné au mémorandum de 1930 une longévité intellectuelle qui dépasse son échec politique immédiat.

En conclusion de ce chapitre consacré à Aristide Briand, je citerai encore Jean-Baptiste Duroselle<sup>42</sup> :

*« Il (est) que plus émouvant de voir l'obstination avec laquelle, dans les années 30 encore, certains intellectuels, certains militants ont combattu pour l'idée des États-Unis d'Europe.*

*C'est le cas, par exemple, de Coudenhove-Kalergi. En 1939, il publie l'Europe unie. Alors dit-il [...] « les seuls hommes du monde qui ne sachent pas rien de l'Europe et qui ne se considèrent, ni personnellement, ni mutuellement, comme des Européens, sont les Européens eux-mêmes. »*

*[...]*

*Il (Coudenhove-Kalergi) pense que l'opinion publique finira par comprendre ce qu'il y a d'absurde dans la multiplication des frais inutiles qu'implique le morcellement.*

*[...]*

*Coudenhove-Kalergi croit que l'alliance militaire entre France, Angleterre et Pologne en 1939 a la valeur d'un symbole : celui de l'entrée de l'Angleterre en Europe. « L'Angleterre se met consciemment à la tête d'un effort d'unification européenne. Cette évolution a été couronnée le 22 juin 1939 par la constitution d'un comité paneuropéen britannique sous la présidence de Duff Cooper.<sup>43</sup> »*

## ÉDOUARD HERRIOT

Au cœur des débats de l'entre-deux-guerres sur l'avenir de l'Europe et de l'effervescence doctrinale qu'ils avaient engendrée se dresse la figure d'Édouard Herriot (1872-1957).

Herriot est un homme d'État aux multiples visages — maire de Lyon pendant 46 ans, président du Conseil à trois reprises, président de la Chambre des députés et de l'Assemblée nationale (voir encadré) — il a incarné, peut-être mieux que quiconque, la transition complexe entre l'universalisme du XIXe siècle et le continentalisme du XXe siècle. Sa vision de l'Europe n'était pas une simple construction diplomatique de circonstance, mais l'aboutissement d'une philosophie politique rigoureuse, nourrie de rationalisme, de solidarisme et d'un humanisme littéraire profond.

La trajectoire politique d'Édouard Herriot, figure tutélaire des Troisième et Quatrième Républiques, s'inscrit dans une période de turbulences géopolitiques sans précédent, marquée par la transition douloureuse entre l'Europe des empires et l'Europe des

---

<sup>42</sup> Ibid. pp.288-289

<sup>43</sup> Alfred Duff Cooper (1890 –1954), 1<sup>er</sup> vicomte Norwich, est un homme politique britannique du Parti conservateur qui est ambassadeur à Paris et un personnage de la haute société européenne des années 30. Il est ambassadeur de Grande-Bretagne en France de 1944 à 1947. De Gaulle lui rend hommage dans ses Mémoires de Guerre, Il écrit de lui : « Duff Cooper était un homme supérieur. Beaucoup de dons lui étaient impartis. Qu'il s'agit de politique, d'histoire, de lettres, d'art, de sciences, il n'était rien qu'il ne comprît et ne l'intéressât. [...] Dans son pays et à une époque où les événements exigeaient que l'on prît les meilleurs, il eût pu être le premier. »

nations intégrées. Au cœur de cette mutation, les relations d'Herriot avec l'*Union Paneuropéenne* révèlent une symbiose complexe entre le pragmatisme d'un homme d'État radical-socialiste et l'idéalisme visionnaire d'un mouvement élitiste. Herriot ne fut pas seulement un sympathisant de la première heure, il devint l'un des vecteurs essentiels de la légitimation parlementaire et intellectuelle de l'idée européenne dans l'entre-deux-guerres, avant d'en assurer la continuité institutionnelle après 1945.

## Rationalisme et république

L'engagement européen d'Édouard Herriot plonge ses racines dans une formation intellectuelle d'excellence au sein de l'École normale supérieure, où il forge une pensée structurée par le rationalisme et l'humanisme scientifique. Pour Herriot, le radicalisme n'est pas une simple étiquette partisane, mais une « *application du rationalisme à la politique* ». Cette conviction le conduit à percevoir les conflits nationaux comme des résidus d'irrationalité historique devant être surmontés par l'organisation scientifique de la paix et de l'économie. Dès son élection comme maire de Lyon en 1905, il envisage la cité comme un laboratoire de modernité où les échanges internationaux, notamment à travers la Foire de Lyon relancée en 1916, préfigurent un dépassement des frontières commerciales.

L'expérience de la Première Guerre mondiale agit comme un catalyseur. Ayant servi dans plusieurs ministères techniques, Herriot prend conscience de l'interdépendance des économies européennes et de la fragilité d'une souveraineté nationale isolée. Son adhésion aux thèses européistes n'est donc pas une conversion soudaine, mais l'aboutissement logique d'une réflexion sur la sécurité collective et la coopération technique, thèmes qu'il développera plus tard en relation étroite avec les réseaux de l'*Union Paneuropéenne*.<sup>44</sup>

### Chronologie des mandats et jalons de la pensée européenne de Herriot

Période	Fonction Clé	Contribution à l'Idée Européenne
1912 - 1919	Sénateur du Rhône	Premières réflexions sur la coordination économique interalliée.
1924 - 1925	Président du Conseil (Cartel des Gauches)	Discours historique sur les « États-Unis d'Europe » au Parlement.
1926 - 1928	Ministre de l'Instruction Publique	Promotion de la coopération intellectuelle et des échanges académiques.
1930	Député	Publication de l'ouvrage programmatique <i>Europe</i> .
1932	Président du Conseil / Affaires Étrangères	Efforts de maintien de l'axe franco-allemand face à la crise.
1947 - 1954	Président de l'Assemblée Nationale	Présidence provisoire de l'Assemblée du Conseil de l'Europe en 1949.

<sup>44</sup> Construire l'Europe dans les années vingt : 2026, [https://www.files.ethz.ch/isn/145560/7\\_thery.pdf](https://www.files.ethz.ch/isn/145560/7_thery.pdf)

## La rencontre avec la Paneurope

La création de l'*Union Paneuropéenne* en 1923 offre à Herriot un cadre organisationnel et doctrinal qui résonne avec ses propres aspirations. Bien que le mouvement paneuropéen soit né dans les cercles aristocratiques de Vienne, il cherche activement des relais au sein des élites républicaines françaises. Coudenhove-Kalergi identifie rapidement Herriot comme un interlocuteur privilégié capable de traduire l'idéalisme paneuropéen dans le langage de la diplomatie officielle.

La relation entre les deux hommes est documentée par une correspondance volumineuse, dont une partie est conservée dans les archives spéciales de Moscou et à l'Institut Universitaire Européen de Florence. Ces documents révèlent qu'Herriot fut sollicité dès le milieu des années 1920 pour rejoindre le Comité d'honneur de la section française de l'UPE, aux côtés d'autres personnalités comme Aristide Briand et Louis Loucheur. Si Briand devient le président d'honneur « diplomatique » du mouvement, Herriot en assure la caution intellectuelle et parlementaire, particulièrement au sein du Parti radical.

L'influence paneuropéenne sur Herriot se manifeste par une adoption progressive du concept de *Paneurope* comme synonyme d'unité européenne, un terme qu'il utilise de manière générique dans ses interventions publiques. Cette porosité idéologique est facilitée par le fait que le projet de Coudenhove-Kalergi, bien que supranational, reste profondément conservateur et attaché à la préservation de la civilisation européenne face au bolchévisme et à la domination économique américaine, des préoccupations que Herriot partage, bien qu'il les formule dans une rhétorique plus républicaine.

## Le discours de 1924-1925 : la légitimation par le sommet

Le tournant décisif dans la relation entre Herriot et l'*Union Paneuropéenne* survient lors de son accession à la présidence du Conseil en 1924. Le 17 juin 1924, dans sa déclaration ministérielle devant la Chambre des députés, il affirme la volonté de son gouvernement de fortifier toutes les institutions internationales de rapprochement.<sup>15</sup> Mais c'est le 25 janvier 1925, lors d'un discours resté célèbre devant le Sénat, qu'il prononce les mots qui feront de lui un pionnier : « *Mon plus grand désir est de voir un jour apparaître les États-Unis de l'Europe* »<sup>45</sup>.

Cette déclaration a un retentissement immense au sein de l'*Union Paneuropéenne*. Coudenhove-Kalergi y voit la validation de son manifeste de 1923 par le chef de l'une des puissances dominantes du continent. Herriot devient alors le premier ministre d'un gouvernement majeur à prôner publiquement une forme de fédération européenne. Cette initiative politique, bien que de courte durée en raison de la chute de son ministère en avril 1925, pose les jalons du futur *Plan Briand* de 1929.

---

<sup>45</sup> <https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/edouard-herriot-17-juin-1924>

L'analyse de ce discours montre qu'Herriot lie étroitement l'union de l'Europe à la survie du "vieux monde" face à la puissance montante des États-Unis d'Amérique. Il utilise l'analogie américaine non pas pour copier le modèle fédéral de Washington, mais pour souligner la nécessité d'une union douanière et politique capable d'assurer la prospérité et la paix. Cette vision d'une Europe souveraine et coordonnée est le point de convergence exact avec le programme de Heidelberg de la social-démocratie allemande, qui se revendique également paneuropéen à la même époque.

## L'Engagement au sein des réseaux paneuropéens (1926-1929)

Après son passage au pouvoir, Herriot ne se retire pas des débats européens ; au contraire, il approfondit ses liens avec les structures militantes. Il participe activement aux réflexions de l'*Union Paneuropéenne*, dont le premier congrès se tient à Vienne. Bien qu'il doive parfois déléguer sa présence en raison de ses charges municipales à Lyon, son nom figure systématiquement sur les listes de parrainage des initiatives du mouvement<sup>46</sup>.

Parallèlement, Herriot s'investit dans d'autres organisations sœurs comme l'*Union Douanière Européenne* (UDE), fondée par Yves Le Trocquer et Lucien Coquet. L'UDE partage avec la *Panurope* l'objectif d'une intégration économique, mais avec une approche plus technocratique et centrée sur la réduction progressive des tarifs douaniers. Herriot assure la présidence du Comité français de l'UDE, créant ainsi une passerelle entre le militantisme politique de Coudenhove-Kalergi et les milieux industriels et économiques français. Cette période est marquée par une intense activité de « *diplomatie parallèle* ». Les réseaux européens auxquels participe Herriot servent de laboratoires d'idées pour le Quai d'Orsay. Le concept de *fédération européenne* passe de la sphère des utopies intellectuelles à celle des dossiers diplomatiques concrets. Herriot, par ses écrits dans des revues comme *L'Europe nouvelle* de Louise Weiss ou *Notre Temps* de Jean Luchaire, contribue à forger un consensus au sein de la « *génération du réalisme* » sur la nécessité d'un *lien fédéral* entre les nations européennes.

### Comparaison des Visions de l'Unification Européenne (Années 1920)

Organisation	Leader / Inspireur	Vision Principale	Relation avec Herriot
Union Paneuropéenne (UPE)	Coudenhove-Kalergi	Fédération politique et union douanière (excluant le Royaume-Uni).	Membre du Comité d'honneur et soutien doctrinal.
Union Douanière Européenne (UDE)	Yves Le Trocquer	Union économique par la réduction des barrières tarifaires.	Président du Comité français et coordinateur politique.
Coopération Intellectuelle (SDN)	Henri Bergson	Rapprochement des élites par la culture et la science.	Participant actif en tant que ministre et écrivain.

<sup>46</sup> Laurence Badel, « Un milieu libéral et européen - Le grand commerce français 1925-1948 » Chapitre IV Associations privées et Europe pp. 131-192.

Mémoire Briand (1930)	Aristide Briand	Lien fédéral au sein de la Société des Nations.	Inspirateur initial et soutien parlementaire majeur. <sup>4</sup>
--------------------------	-----------------	--	--

## « Europe » (1930) : le manifeste doctrinal d'Édouard Herriot

La publication en 1930 de l'ouvrage intitulé simplement *Europe*<sup>47</sup> marque l'apogée de l'engagement intellectuel de Herriot<sup>48</sup>. Ce livre est une réponse directe aux défis de la Grande Dépression et une synthèse des idées paneuropéennes filtrées par le prisme du radicalisme français. Herriot y récapitule les étapes de l'idée européenne, de la Grèce antique aux projets contemporains, pour conclure à la nécessité d'une organisation régionale robuste.

Dans cet ouvrage, Herriot développe trois thèmes fondamentaux qui soulignent ses affinités avec l'*Union Paneuropéenne*.

1. **L'impératif économique** : Il soutient que l'évolution des forces productives impose une unification du marché européen pour éviter la déchéance face aux blocs américain et soviétique. Il prône une rationalisation de l'économie continentale, terme cher à Coudenhove-Kalergi, pour permettre à l'Europe de retrouver sa compétitivité.
2. **Le souverainisme fédéral** : Contrairement aux visions internationalistes abstraites, Herriot défend une fédération qui « *préserve la souveraineté des pays divers* ». Il refuse que l'Europe étouffe les patries, car celles-ci sont les produits de l'histoire et de la vie. Cette approche « *souverainiste avant la lettre* » vise à rassurer l'opinion française tout en promouvant une solidarité de fait.
3. **L'arbitrage et le droit** : Fidèle à la tradition radicale, il voit dans l'union européenne le couronnement du droit international. L'Europe paneuropéenne doit être une zone où la force est remplacée par la règle commune et l'arbitrage systématique des différends.

L'ouvrage est salué par Coudenhove-Kalergi comme une pièce maîtresse de la littérature européiste. Il sert de base aux débats qui accompagnent le *Mémoire Briand* sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne, présenté à la Société des Nations en mai 1930. Herriot y apparaît comme l'unificateur des courants économiques et politiques de l'européisme français.

## La géopolitique de la Paneurope : Eurafrique et question russe

Un aspect central de la pensée d'Herriot, partagé avec l'*Union Paneuropéenne*, concerne la dimension territoriale et coloniale de l'Europe. Coudenhove-Kalergi avait théorisé le concept d'Eurafrique, voyant en l'Afrique le « *champ d'expansion* »

<sup>47</sup> « Europe » Édouard Herriot (Paris, Éditions Rieder, 1930)

<sup>48</sup> Christine Manigand - Chapitre 16. Les radicaux et l'Europe p. 255-266 « Un siècle de radicalisme » Sous la direction de Serge Berstein et Marcel Ruby

nécessaire à la survie économique du continent. Herriot adhère pleinement à cette vision néocoloniale. Pour lui, comme pour la *Panurope*, l'union des nations européennes doit inclure leurs possessions coloniales afin de former un bloc autosuffisant en ressources naturelles et en matières premières.

Cette vision géopolitique repose sur une hiérarchie civilisationnelle marquée. Herriot envisage l'Afrique comme une « *réserve de matières premières et de marchés* » capable de compenser le repli de l'Europe en Asie et l'isolationnisme des États-Unis. Ce projet d'exploitation commune des colonies par les nations européennes est perçu comme une troisième voie entre l'impérialisme britannique traditionnel et le modèle soviétique.

Concernant l'URSS, la position de Herriot est plus nuancée que l'anticommunisme virulent de Coudenhove-Kalergi. Herriot, qui a visité l'Union soviétique en 1922 et a éprouvé une certaine sympathie intellectuelle pour les encyclopédistes de la révolution, cherche initialement à maintenir un dialogue. Cependant, il finit par rejoindre le consensus paneuropéen sur l'exclusion de l'URSS du projet de fédération pour des raisons idéologiques et de sécurité, voyant dans le bolchévisme une menace pour les valeurs démocratiques et le système parlementaire qu'il défend ardemment.

## **Crise des années 1930 : vers le naufrage de l'idéal**

À partir de 1930, l'aggravation de la crise économique mondiale et la montée des nationalismes en Allemagne sapent les fondements du mouvement paneuropéen. En mai 1930, lors du deuxième congrès paneuropéen à Berlin, les tensions sont déjà palpables. Herriot, bien que présent par ses messages de soutien, constate avec amertume que les égoïsmes nationaux reprennent le dessus sur la solidarité européenne<sup>49</sup>.

La rupture définitive de l'axe franco-allemand en 1932 constitue un revers majeur. Herriot, alors ministre des Affaires étrangères, tente désespérément de maintenir l'esprit de Locarno, mais il se heurte à l'intransigeance des gouvernements successifs à Berlin et à la méfiance croissante des milieux industriels français vis-à-vis des cartels paneuropéens. *L'Union Paneuropéenne*, forcée de se replier sur Vienne, perd son influence sur les gouvernements des grandes puissances.

Dans ses écrits de cette période, Herriot exprime une certaine mélancolie. Il observe que l'idée européenne « *ne vit pas dans l'âme des foules* » et reste confinée à une élite de littérateurs et d'économistes<sup>50</sup>. Malgré ses efforts pour promouvoir une « *Europe des producteurs* » et une coopération douanière, il assiste impuissant à la résurgence des politiques d'autarcie et de réarmement qui mèneront inévitablement au conflit.

---

<sup>49</sup> Construire l'Europe dans les années vingt : [https://www.files.ethz.ch/isn/145560/7\\_thery.pdf](https://www.files.ethz.ch/isn/145560/7_thery.pdf)

<sup>50</sup> Joël Mouric « Raymond Aron et l'Europe » p. 45-63

## Guerre, résistance et survie de l'idée européenne (1940-1945)

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale interrompt les structures formelles de l'*Union Paneuropéenne* en Europe continentale, mais l'idée survit dans la clandestinité et l'exil. Herriot, arrêté en 1942 pour son opposition au régime de Vichy et déporté en Allemagne, devient un symbole de la résistance morale du parlementarisme républicain. Durant sa captivité, il continue de réfléchir à l'ordre d'après-guerre, convaincu que seule une Europe unie pourra empêcher la récurrence de tels désastres.

Pendant ce temps, Richard von Coudenhove-Kalergi, exilé aux États-Unis, organise la *Panurope* en exil. En 1943, il convoque le cinquième congrès paneuropéen à New York, où il jette les bases d'une « *Europe fédérale de l'après-guerre* ». Il y maintient le contact avec les réseaux de la France Libre et prépare le terrain pour une renaissance du mouvement dès la fin des hostilités.

La fin de la guerre voit la consécration des idées portées par Herriot et la *Panurope* depuis vingt ans. Le traumatisme du conflit a radicalement changé la donne : l'unification européenne n'est plus une option parmi d'autres, mais une nécessité de survie face aux deux superpuissances émergentes<sup>51</sup>. Herriot, libéré et rétabli dans ses fonctions de maire de Lyon et de président du Parti radical, devient le « *vétéran* » respecté de la cause européenne, assurant la continuité entre les précurseurs de l'entre-deux-guerres et les bâtisseurs de la nouvelle Europe.

### Le « Patriarche de Strasbourg »

En 1947, Édouard Herriot est élu président de l'Assemblée nationale, fonction qu'il occupera jusqu'en 1954. À ce titre, il joue un rôle central dans la mise en place des premières institutions européennes officielles. En août 1949, il est désigné comme président provisoire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Son discours d'ouverture, prononcé devant les représentants de dix nations, est un moment de synthèse historique où il invoque les mânes de Briand et les espoirs de la *Panurope* pour bénir la naissance de cette nouvelle organisation.

Cependant, Herriot conserve une certaine méfiance vis-à-vis des formes d'intégration supranationale trop poussées qui contourneraient la volonté des parlements nationaux. S'il soutient le Conseil de l'Europe, organe essentiellement délibératif, il se montre beaucoup plus réservé, voire hostile, envers des projets comme la Communauté Européenne de Défense (CED). Pour lui, l'Europe doit rester une « *fédération d'États-nations* » et non devenir un super-État technocratique.

Son lien avec l'*Union Paneuropéenne* se poursuit à travers son patronage constant. Il continue de conseiller et de parrainer les initiatives de Coudenhove-Kalergi, bien que

---

<sup>51</sup> Franck Théry « Construire l'Europe dans les années vingt : l'action de l'Union Paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932 » (Institut européen de l'Université de Genève, 1998)

ce dernier se soit quelque peu éloigné des structures parlementaires officielles pour fonder l'Union Parlementaire Européenne (UPE) en 1947. Herriot apparaît alors comme le garant moral d'un certain « *esprit de Genève* » et de « *Strasbourg* », où la raison et le droit priment sur les rapports de force<sup>52</sup>.

### Analyse de l'influence de Herriot sur les institutions de l'après-guerre

Institution / Projet	Rôle de Herriot	Position / Impact
Conseil de l'Europe	Président provisoire (1949).	Définit l'organisation comme une « communauté de valeurs ».
Assemblée Nationale	Président (1947-1954).	Contrôle la ratification des traités européens majeurs.
Union Parlementaire Européenne	Soutien et conseiller.	Favorise les échanges entre parlementaires européens.
CED (Communauté de Défense)	Opposant parlementaire.	Craint la perte de souveraineté militaire de la France.
Prix Charlemagne	Lauréat (Prix de la Paix 1954).	Reconnaissance de son œuvre de pionnier de l'unification.

Les relations entre Édouard Herriot et l'*Union Paneuropéenne* ne furent pas seulement celles d'un homme politique avec un groupe de pression, mais bien une alliance intellectuelle et stratégique qui a façonné l'imaginaire européen du XXe siècle. Herriot a apporté à la *Paneurope* la légitimité de l'État et la profondeur de la doctrine républicaine, tandis que la *Paneurope* a offert à Herriot un cadre de réflexion global et une plateforme d'action transnationale.

L'héritage de cette relation se décline en trois dimensions principales :

1. **La légitimation du discours fédéral** : Par ses discours de 1924-1925, Herriot a permis à l'idée paneuropéenne de sortir des salons intellectuels pour devenir un sujet de politique intérieure et internationale de premier plan.
2. **L'unification par l'économie et le droit** : Herriot a ancré le projet européen dans des nécessités concrètes — union douanière, cartels industriels, arbitrages juridiques — qui préfiguraient les méthodes de l'intégration communautaire ultérieure.
3. **La continuité historique** : En assurant le passage de témoin entre l'entre-deux-guerres et la construction européenne de l'après-1945, il a évité que l'idéal européen ne s'effondre avec les décombres de la SDN, offrant une assise morale aux nouvelles institutions de Strasbourg.

Édouard Herriot s'éteint en 1957, l'année même de la signature du Traité de Rome. S'il fut parfois critique envers les formes les plus intégrées de la « *petite Europe* », il

---

<sup>52</sup> Édouard Herriot (17 juin 1924) - Assemblée nationale, <https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/edouard-herriot-17-juin-1924>

demeure indéniablement l'un de ses pères spirituels les plus influents. Son parcours aux côtés de l'*Union Paneuropéenne* témoigne d'une conviction profonde : que l'Europe n'est pas une négation des patries, mais leur accomplissement nécessaire dans un monde régi par la raison et la solidarité. Sa correspondance et ses œuvres, aujourd'hui conservées dans les plus grands centres d'archives européens, continuent de témoigner de ce dialogue constant entre la France radicale et l'idéal paneuropéen, une relation qui a posé les premières pierres de l'édifice continental contemporain.

## COUDENHOVE-KALERGI ET LA CONSTRUCTION DE L'UNION EUROPÉENNE

C'est en 1940, aux États-Unis, que Coudenhove-Kalergi fait la connaissance de Otto de Habsbourg<sup>53</sup>, qui vit alors à Washington et qui lui succèdera à la présidence de l'*Union Paneuropéenne Internationale*.

Aux États-Unis, Coudenhove-Kalergi développe, pour l'après-guerre, l'idée d'une « *assemblée constituante européenne* ». Après que les Alliés occidentaux aient négligé d'installer un Parlement en tant que première pierre du nouvel ordre en Europe de l'Ouest et décidé de réorganiser l'Europe de l'Ouest d'abord sur la base de l'État national, Coudenhove-Kalergi convoque en 1947 à Gstaad en Suisse, le premier congrès de l'*Union parlementaire européenne*.

Il obtient que le Conseil de l'Europe, fondé en 1949, ne consiste pas seulement en un conseil des ministres, mais soit complété par un second organe, une assemblée parlementaire consultative. C'est le début de l'histoire du parlementarisme européen.

Coudenhove-Kalergi avait lancé dès 1923 l'idée de réunir le charbon allemand et le minerai français.

*« Le but [du chemin de la réconciliation franco-allemande] est la coopération très étroite avec l'Allemagne démocratique [...] ; l'union douanière pour réunir le charbon allemand et le minerai français dans une industrie minière paneuropéenne... »*<sup>54</sup>

Idée prophétique qui conduira, bien des années plus tard, en 1950, à la création de la première *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (CECA).

Il va convaincre Churchill de lancer son retentissant appel à l'unité de l'Europe en septembre 1946 à Zurich<sup>55</sup>.

*« Mais il y a un remède ; s'il était accepté par la grande majorité de la population de plusieurs États, comme par miracle toute la scène serait transformée, et en quelques années l'Europe, ou pour le moins la majeure partie du continent, vivrait aussi libre et heureuse que les Suisses le sont aujourd'hui. En quoi consiste ce remède souverain ? Il consiste à*

---

<sup>53</sup> Otto (ou Othon) de Habsbourg-Lorraine, archiduc d'Autriche, prince royal de Hongrie et de Bohême, est né le 20 novembre 1912 à Reichenau an der Rax et mort le 4 juillet 2011 à Pöcking, en Bavière (Allemagne). Fils aîné de Charles Ier, dernier empereur d'Autriche et dernier roi de Hongrie et de Bohême, il était le chef de la maison de Habsbourg-Lorraine (branche aînée de la maison de Lorraine) et prétendant aux trônes d'Autriche et de Hongrie sous le nom d'Othon Ier. Descendant et héritier des ducs de Lorraine et de Bar, il portait le titre de courtoisie de duc de Bar. Président du Comité international pour le français langue européenne, du Mouvement Paneuropéen (1973–2004) et député au Parlement européen (1979–1999). En janvier 2007, il renonce à son rôle de chef de la famille impériale et c'est son fils aîné, l'archiduc Charles de Habsbourg-Lorraine, qui lui succède sous le nom de « Charles II ».

<sup>54</sup> Ibid. pp 188-189

<sup>55</sup> Discours de Winston Churchill, le 19 septembre 1946 à l'université de Zürich. <https://mjp.univ-perp.fr/textes/churchill19091946.htm#:~:text=Nous%20devons%20%C3%A9riger%20quelque%20chose,d'une%20mani%C3%A8re%20fort%20simple.>

*reconstituer la famille européenne, ou tout au moins la plus grande partie possible de la famille européenne, puis de dresser un cadre de telle manière qu'elle puisse se développer dans la paix, la sécurité et la liberté. Nous devons ériger quelque chose comme les États-Unis d'Europe.*

[...]

*Mesdames, Messieurs, l'Union paneuropéenne a fait beaucoup pour arriver à ce but et ce mouvement doit beaucoup au comte Coudenhove-Kalergi et à ce grand patriote et homme d'État français que fut Aristide Briand. »*

C'est encore Coudenhove-Kalergi qui a suggéré ces expressions hautement symboliques que sont l'adoption de l'*Ode à la Joie* de Schiller sur la musique de la *Neuvième Symphonie* de Beethoven en tant qu'hymne européen (1929), la célébration d'une *Journée de l'Europe* en mai (1930) et la création d'un timbre-poste européen (1947).

Dans les années 1950, il concentre ses efforts sur le renouvellement du mouvement paneuropéen. S'il a approuvé et soutenu la création des premières communautés européennes (CEE<sup>56</sup> et *Euratom*), il n'a cessé, à travers divers congrès et maints écrits, de souligner l'importance de ne pas limiter les efforts d'union aux seuls intérêts économiques.

En 1950, la cité d'Aix la Chapelle décerne le premier *Prix Charlemagne international* au père de l'idée de *Panurope*. Sur la médaille remise à Coudenhove-Kalergi, on trouve le texte suivant : « *En hommage au travail de toute sa vie pour une Europe unie* ». Le moment de la remise de ce prix à Coudenhove-Kalergi ne pouvait pas être plus approprié : neuf jours plus tôt, le 9 mai, Robert Schuman annonçait la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier par l'Allemagne et la France<sup>57</sup>.

Peu de temps après, l'*Union Parlementaire Européenne* est fusionnée avec le *Mouvement Européen* qui avait été fondé par Duncan Sandys, gendre de Winston Churchill. Seule personnalité de la société civile, Coudenhove-Kalergi, est élu Président d'honneur du *Mouvement Européen* aux côtés d'hommes politiques tels que Konrad Adenauer, Winston Churchill, Alcide de Gasperi<sup>58</sup>, Robert Schuman et Paul-Henri Spaak<sup>59</sup>.

---

<sup>56</sup> La Communauté économique européenne (CEE) est l'organisation supranationale créée en 1957 pour mener une intégration économique (dont le marché commun) entre l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Elle connaît des élargissements pour inclure douze États (soit six de plus). À partir de 1967, les institutions de la CEE dirigeaient la CECA et Euratom. Quand l'UE est créée le 1<sup>er</sup> novembre 1993, la CEE devient la Communauté européenne (CE), un des trois piliers de l'UE. Avec la fin de la structure en piliers en 2007, les institutions de la CEE perdurent en tant qu'institutions de l'UE.

<sup>57</sup> Source : <https://www.coudenhove-kalergi-society.eu/fr/lettres-europeennes/> : « *Il y a 75 ans, Richard Coudenhove-Kalergi recevait le prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle* » par Anita Ziegerhofer

<sup>58</sup> Alcide De Gasperi (1881-1954), homme d'État italien. Après la Seconde Guerre mondiale, il fonde la Démocratie chrétienne. Président du Conseil de 1945 à 1953, soit huit mandats, il est considéré comme l'un des Pères de l'Europe.

<sup>59</sup> Paul-Henri Spaak (1899-1972), homme d'État belge. Il est considéré comme l'un des Pères de l'Europe. Il occupe d'importantes fonctions sur le plan national et international : plusieurs fois ministre dans des gouvernements belges de 1936 à 1964, notamment ministre des Affaires étrangères et Premier ministre ; durant la guerre, il est membre du gouvernement belge en exil à Londres, dont le Premier ministre est Hubert Pierlot, qui dirige l'effort de guerre économique et militaire des Belges libres ;

Coudenhove-Kalergi se concentre sur la relance de l'*Union Paneuropéenne* comme avant-garde d'une sorte de patriotisme européen. Lors du 6<sup>ème</sup> congrès paneuropéen international à Baden-Baden en 1954, l'*Union Paneuropéenne* est renouvelée.

Bien que, pendant les années cinquante, l'*Union Paneuropéenne* approuve les Traités de Rome conclus en 1957 qu'elle considère comme une étape importante dans la fondation de la CEE et de l'*Euratom*, Coudenhove-Kalergi et ses disciples mettent en garde vis-à-vis d'une communauté européenne reposant sur une orientation unilatérale basée sur les seuls intérêts économiques.

Lors du 8<sup>ème</sup> Congrès paneuropéen de Bad-Ragaz, Otto de Habsbourg est élu membre du Conseil Central de l'*Union Paneuropéenne* et peu de temps après, en sa qualité de Vice-président, il est proposé par Coudenhove-Kalergi lui-même, comme son futur successeur à la présidence.

La question de savoir si le plan du Général de Gaulle, alors président de la République française, et du Chancelier allemand, Konrad Adenauer, d'établir une confédération européenne, dénommé « *Plan Fouchet* », prépare l'état fédéral européen ou le contraire, partage les mouvements européens. En 1960, à l'occasion du 9<sup>ème</sup> Congrès paneuropéen à Nice, l'*Union Paneuropéenne* se rallie explicitement au Général de Gaulle qui, dès 1941, partageait l'idée de la *Panurope* de Coudenhove-Kalergi. La politique du Général de Gaulle aboutit finalement à la rupture entre l'*Union Paneuropéenne* et le *Mouvement Européen*, ce dernier n'accueillant pas favorablement la vision gaulliste de l'Europe. Lors de la fête de réconciliation symbolique entre la France et l'Allemagne, à laquelle participe aux côtés du Général de Gaulle, Konrad Adenauer le 8 juillet 1962 à Reims, Coudenhove-Kalergi est l'hôte du Général.



En France, l'*Union Paneuropéenne* est fondée – à l'initiative même du Général de Gaulle – et présidée par Louis Terrenoire<sup>60</sup>, député et futur ministre du Général, à ses côtés se trouvent le futur Président Georges Pompidou comme trésorier et Alain Peyrefitte, lui aussi futur ministre du Général de Gaulle, en tant que Secrétaire général. L'*Union Paneuropéenne Française* jouit alors d'une grande popularité et d'une réelle influence politique.



Richard Nicklaus von Coudenhove-Kalergi meurt le 27 juillet 1972<sup>61</sup>, à Schruns en

---

<sup>60</sup> Louis Terrenoire (1908-1992). Responsable de syndicats chrétiens (1928), rédacteur en chef de *La Voix sociale*, puis du *Nouveau Journal de Lyon* (1930-1931). Rejoint, en 1932, *L'Aube* (périodique démocrate-chrétien). Résistant dès 1940, devient secrétaire du Conseil national de la résistance en 1943. Arrêté par la Gestapo, en décembre 1943 puis en mars 1944, il est déporté à Dachau. Député MRP de l'Orne aux deux Assemblées constituantes, puis à l'Assemblée nationale (1946), devient vice-président du Mouvement républicain populaire indépendant. Secrétaire général du RPF (1951-54), il échoue à la députation sous la IV<sup>e</sup> République, mais retrouve son siège à partir de 1958. Président du groupe UNR de l'Assemblée nationale (1959-60), il est ministre de l'Information (1960-1961) puis ministre délégué chargé des relations avec le Parlement (1961-62). Secrétaire général de l'UNR (mai-décembre 1962), il est co-directeur de l'hebdomadaire UNR-UDT *Notre République* (1963-64). Il préside le Comité Français pour l'Union Paneuropéenne de 1960 à 1973.

<sup>61</sup>. Il est enterré en Suisse à Gruben, Bezirk Leuk dans le Valais.

Autriche, en laissant une œuvre majeure dans la construction européenne

*« La cause du déclin de l'Europe est politique et non pas biologique. L'Europe ne meurt pas de sénilité ; elle meurt car ses habitants s'entretiennent en utilisant les moyens de la technologie moderne. »<sup>62</sup>*

Dès les premières pages de son livre, il avait clairement compris que la technologie risquait d'être au service de la guerre et non de la paix.

## **L'EUROPE, PUISSANCE INDÉPENDANTE**

Après la Seconde Guerre mondiale Coudenhove-Kalergi est, toujours conscient du risque d'un troisième conflit mondial. Il est intéressant de noter qu'il se démarquera des pacifistes d'alors et il prônera une véritable Europe de la défense.

Il plaidait pour la création d'une armée européenne unifiée, capable de défendre le continent contre les menaces extérieures. Il considérait cela comme une composante essentielle de l'intégration européenne. Cette armée commune devait remplacer les armées nationales, afin d'éviter les conflits internes et de renforcer la position de l'Europe sur la scène mondiale.

*« Si les États d'Europe devaient conserver leurs droits souverains dans le domaine de la politique étrangère, ils seraient incapables de résister aux avancées ou aux pressions extérieures, ce qui pourrait, à terme, transformer l'Europe en champ de bataille de la troisième guerre mondiale, au cours de laquelle, sans aucun doute, les Européens et leur civilisation seraient anéantis. »*

*« Pour assurer la paix et l'indépendance de l'Europe, il faudrait un système de défense unifié, une armée fédérale sous un commandement suprême, une production d'armement rationnelle et un budget militaire européen. »<sup>63</sup>*

Au-delà de l'armée, il envisageait une politique de sécurité européenne commune, impliquant une coordination étroite entre les États membres en matière de défense et de diplomatie.

Cette politique commune devait permettre à l'Europe de parler d'une seule voix sur les questions de sécurité internationale.

On trouve là les prémices de la vision du Général de Gaulle.

*« Ou l'Europe existera par elle-même alliée aux Américains, tant que les Russes la menaceront – mais politiquement, économiquement, militairement,*

---

<sup>62</sup> Ibid. p 18

<sup>63</sup> In « Mémoire sur la structure de l'Europe (Gstaad, 17 octobre 1949) soumis à la commission des affaires générales de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe par l'union Parlementaire Européenne ». Le texte en Anglais se trouve sur le site du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (<https://www.cvce.eu/>): <https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/574160ad-ceaf-4d05-80d6-ecdceb1be188/Resources#bba2f29-2ea1-403d-8cbc-143f71e3e667>

*culturellement indépendante et disposant de moyens à elle ; ou l'Europe n'existera pas et ne sera qu'un agglomérat de protectorats américains »<sup>64</sup>*

Cette position du Général sur laquelle il restera inflexible conduira au retrait de la France des commandements intégrés de l'OTAN, tout en restant partie du Traité de Washington définissant l'Alliance de l'Atlantique nord (voir encadré ci-dessous).

**Lettre de Charles de Gaulle à Lyndon Johnson, président des États-Unis, le 7 mars 1966.**

*Cher Monsieur le Président,*

*Notre Alliance atlantique achèvera dans trois ans son premier terme. Je tiens à vous dire que la France mesure à quel point la solidarité de défense ainsi établie entre quinze peuples libres de l'Occident contribue à assurer leur sécurité et, notamment, quel rôle essentiel jouent à cet égard les États-Unis d'Amérique. Aussi, la France envisage-t-elle, dès à présent, de rester, le moment venu, partie au Traité signé à Washington le 4 avril 1949. Cela signifie, qu'à moins d'événements qui, au cours des trois prochaines années, viendraient à changer les données fondamentales des rapports entre l'Est et l'Ouest, elle serait, en 1969 et plus tard, résolue, tout comme aujourd'hui, à combattre aux côtés de ses alliés au cas où l'un d'entre eux serait l'objet d'une agression qui n'aurait pas été provoquée.*

*Cependant, la France considère que les changements accomplis ou en voie de l'être, depuis 1949, en Europe, en Asie et ailleurs, ainsi que l'évolution de sa propre situation et de ses propres forces, ne justifient plus, pour ce qui la concerne, les dispositions d'ordre militaire prises après la conclusion de l'alliance soit en commun sous la forme de conventions multilatérales, soit par accords particuliers entre le gouvernement français et le gouvernement américain.*

*C'est pourquoi la France se propose de recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté, actuellement entamé par la présence permanente d'éléments militaires alliés ou par l'utilisation habituelle qui est faite de son ciel, de cesser sa participation aux commandements « intégrés » et de ne plus mettre de forces à la disposition de l'OTAN. Il va de soi que, pour l'application de ces décisions, elle est prête à régler avec les gouvernements alliés et, en particulier, avec celui des États-Unis, les mesures pratiques qui les concernent. D'autre part, elle est disposée à s'entendre avec eux quant aux facilités militaires à s'accorder mutuellement dans le cas d'un conflit où elle s'engagerait à leurs côtés, et quant aux conditions de la coopération de ses forces et des leurs dans l'hypothèse d'une action commune, notamment en Allemagne.*

*Sur tous ces points, cher monsieur le président, mon gouvernement va donc prendre contact avec le vôtre. Mais, afin de répondre à l'esprit d'amicale franchise qui doit inspirer les rapports entre nos deux pays et, permettez-moi de l'ajouter, entre vous et moi, j'ai tenu, tout d'abord, à vous indiquer personnellement pour quelles raisons, dans quel but et dans quelles limites la France croit devoir, pour son compte, modifier la forme de notre alliance sans en altérer le fond.*

*Je vous prie de bien vouloir agréer, cher monsieur le président, les assurances de ma très*

<sup>64</sup> Alain Peyrefitte, de l'Académie française « C'était de Gaulle – Tome 1 – La France redevient la France » page 364 (Éditions de Fallois/Fayard 1994). Entretien de l'auteur avec le Général de Gaulle à l'issue du Conseil des ministres du 6 juin 1962.

*haute considération et l'expression de mes très cordiaux sentiments.*

*Charles de Gaulle*

Lettres, notes et carnets, janvier 1964 – juin 1966. Plon, 1986

*Pan Europa* a servi de véritable manifeste, témoignant d'une approche délibérée et systématique de la construction européenne, bien au-delà d'une simple réflexion passagère. Cela met en lumière que l'unité européenne n'est pas une invention de l'après-1945, mais qu'elle plonge ses racines dans l'entre-deux-guerres, portée par une clairvoyance intellectuelle.

L'objectif ultime de Coudenhove-Kalergi était de faire de l'Europe une puissance mondiale indépendante, capable de rivaliser avec les États-Unis et l'Union soviétique. Il considérait que seule une Europe unie, dotée d'une force militaire conséquente, pouvait garantir la paix et la prospérité du continent. Il voyait l'unité européenne comme un rempart contre une troisième guerre mondiale, une manière de garantir la paix et la stabilité sur le continent.

## **L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE**

Coudenhove-Kalergi prônait l'intégration économique, y compris un marché unique permettant la libre circulation des biens, des services et des personnes, afin de favoriser la prospérité et l'interdépendance. Cette approche d'intégration économique et de sécurité était fondamentalement préventive. La justification de l'intégration économique n'était pas seulement la prospérité, mais là encore, il construit son projet Paneuropéen pour rendre la guerre « *économiquement irrationnelle* ». Il ne s'agissait pas de créer des sanctions économiques, une fois le conflit déclaré, mais d'anticiper la déclaration de celui-ci en offrant une économie prospère aux peuples européens.

Il constate avec lucidité le déclin économique de l'Europe après la Première Guerre mondiale.

*« Le déclin économique de l'Europe a les causes principales suivantes :*

- 1. La guerre avec ses destructions : du commerce et de ses débouchés, des théâtres de guerre, des hommes et de l'aptitude au travail.*
- 2. L'élimination de la Russie suite à la révolution, au blocus et à la catastrophe économique.*
- 3. Les grands armements européens et les armées permanentes comme conséquence de l'insécurité politique.*
- 4. L'état non résolu des réparations et les crises qui en résultant.*

5. *L'endettement général auprès des puissances extra-européennes.*
6. *Le déchirement artificiel des zones économiques en Europe centrale à cause des traités de Paix.*

*Ces causes sont à l'origine du chaos de la monnaie, du chômage, de la misère et de la confusion sociale.<sup>65</sup> »*

La reconstruction économique de l'Europe est donc urgente.

*« Tous ces problèmes qui sont, en premier lieu, des questions vitales pour l'Europe continentale, devraient être négociés et réglés à l'unanimité lors d'une conférence paneuropéenne.<sup>66</sup> »*

On voit que Coudenhove-Kalergi est un fervent défenseur de la négociation internationale et introduit la notion de règlement « à l'unanimité ». En cela il est ainsi très proche des idées d'Aristide Briand.

On l'a vu, Coudenhove-Kalergi avait lancé dès 1923 l'idée de réunir le charbon allemand et le minerai français.

*« Le but [du chemin de la réconciliation franco-allemande] est la coopération très étroite avec l'Allemagne démocratique [...] ; l'union douanière pour réunir le charbon allemand et le minerai français dans une industrie minière paneuropéenne... »<sup>67</sup>*

Le constat que fait Coudenhove-Kalergi des conséquences des différents traités internationaux<sup>68</sup> qui ont redessiné la carte de l'Europe en 1919 est sans appel.

*« Au lieu de traiter les questions nationales d'un point de vue national et les questions économiques du point de vue économique, l'économie a été soumise à la politique et le germe du déclin économique a été planté dans le terreau de l'Europe libérée.<sup>69</sup> »*

On sait que tous ces traités ont généré des insatisfactions, des rancœurs, des soifs de vengeance, qui ont conduit au second conflit mondial, du moins en Europe. Coudenhove-Kalergi pensait que les solutions de la reconstruction de l'Europe ne pouvaient se trouver que dans l'émergence d'une économie paneuropéenne.

---

<sup>65</sup> Ibid. p. 166

<sup>66</sup> Ibid. p. 167

<sup>67</sup> Ibid. pp 188-189

<sup>68</sup> La fin de la Première Guerre mondiale a été marquée par une série de traités internationaux visant à redessiner la carte de l'Europe et à établir une paix durable. Voici les principaux traités : le traité de Versailles (28 juin 1919) entre les Alliés et l'Allemagne qui impose à l'Allemagne de lourdes réparations, la perte de territoires et des restrictions militaires ; le traité de Saint-Germain-en-Laye (10 septembre 1919) entre les Alliés et l'Autriche qui officialise la dissolution de l'Empire austro-hongrois et la création de nouveaux États comme l'Autriche et la Tchécoslovaquie ; le traité de Neuilly-sur-Seine (27 novembre 1919) entre les Alliés et la Bulgarie qui entraîne des pertes territoriales pour la Bulgarie ; le traité de Trianon (4 juin 1920) entre les Alliés et la Hongrie qui redéfinit les frontières de la Hongrie, entraînant des pertes territoriales importantes ; le traité de Sèvres (10 août 1920) entre les Alliés et l'Empire ottoman qui prévoyait le démembrement de l'Empire ottoman, mais n'ayant jamais été ratifié, il a été remplacé par le Traité de Lausanne (24 juillet 1923) qui a établi les frontières de la Turquie moderne.

<sup>69</sup> Ibid. p. 166

« Tant que chaque État se sent menacé par ses voisins, il ne peut y avoir d'ambiance propice à l'émergence d'une économie paneuropéenne.<sup>70</sup> »

L'Europe de l'après Première Guerre mondiale, n'est pas celle qui émergera après le cataclysme de la seconde. Elle se découvre une nouvelle organisation géographique, les grands empires, allemand, austro-hongrois et ottoman, ont donné naissance à de nouveaux pays qui doivent apprendre à coexister avec leurs ennemis d'avant, la France et la Grande-Bretagne notamment. Les plaies ne sont pas encore cicatrisées. Coudenhove-Kalergi a très vite compris qu'ils ne pourraient pas survivre dans un tel isolement géopolitique. Il décrit trois grands groupes de pays européens.

« L'Europe a reçu une nouvelle structure. Elle se divise en trois groupes principaux : l'Ouest roman (le Portugal, l'Espagne, la France, la Belgique, l'Italie) ; le milieu germanique (l'Allemagne, la Hollande, le Danemark, la Suède, la Norvège) ; et l'Est principalement slave (la Finlande, les pays baltes et la Petite Entente, la Hongrie, les Balkans)<sup>71</sup>. »

Avant d'aller plus avant, il faut expliquer ce qu'était la « Petite Entente » dont parle Coudenhove-Kalergi.

La fusion du groupe oriental dans une grande fédération était le rêve de Tomáš Masaryk, premier président de la République tchécoslovaque, de l'indépendance du pays en 1918 à sa démission en 1935. Ce rêve n'est pas devenu réalité. La grande fédération de Masaryk fit place à ce qui s'est appelé la « Petite Entente » qui était l'alliance entre la Tchécoslovaquie, le royaume de Yougoslavie<sup>72</sup> et la Roumanie.

## L'UNION DOUANIÈRE EUROPÉENNE

C'est la grande idée de Richard Coudenhove-Kalergi.

« ... l'économie européenne doit résoudre un problème plus grand, à savoir **supprimer progressivement les barrières douanières intereuropéennes, ainsi que fusionner les territoires économiques dans un espace paneuropéen.**<sup>73</sup> »

Non, l'idée d'un marché commun européen ne date pas des années 1950 ! L'idée a germé dans la tête de Richard Coudenhove-Kalergi. Mais notre visionnaire est lucide quand il complète son propos.

« Toutefois, cette entente amicale ne peut pas naître tant que les problèmes politiques empoisonnent l'ambiance commerciale [...] Toute tentative de

---

<sup>70</sup> Ibid. p. 167

<sup>71</sup> Ibid. p. 173

<sup>72</sup> Le royaume de Yougoslavie exista de la fin de 1929 (date à laquelle elle remplaça le royaume des Serbes, Croates et Slovènes) jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Il comprenait les territoires des actuels États de Bosnie-Herzégovine, de Serbie, du Monténégro et de Macédoine du Nord ainsi que la majeure partie des actuelles républiques de Slovénie et de Croatie.

<sup>73</sup> Ibid. p. 171 et souligné par Coudenhove-Kalergi.

*modifier la carte européenne mène à la guerre tandis que reconnaître les frontières politiques existantes tout en combattant les barrières douanières mène aux États-Unis d'Europe.<sup>74</sup> »*

Quand il évoque les adversaires de la *Panurope*, il parle des industries protégées par les droits de douanes. Il y consacre la presque totalité d'un chapitre<sup>75</sup>.

*« Le protectionnisme économique est étroitement lié au danger de guerre en Europe. En effet, celui-ci oblige chaque État à se préparer à un combat avec ses voisins et donc à se considérer comme une forteresse qui, en cas d'urgence, doit subvenir à ses besoins toute seule. »*

On l'a bien compris, l'union douanière est indispensable pour construire la *Panurope*. Mais il faut encore plus de coopération et surtout de réconciliation entre les peuples européens, et là, Coudenhove-Kalergi va frapper fort, très fort.

Dans leur postface et appareil critique publiée en fin de l'édition française de *Pan-Europa*<sup>76</sup>, Jean Spiri et Volker Klostius, expliquent que *« les progrès de l'union économique représentent certes une victoire pour Coudenhove ; mais ils deviennent un argument pour ceux qui [...] professent désormais plus de croyance dans une union économique que dans une union politique. [...] Coudenhove notait lui-même [...] que ceux qu'il appelait les industriels protectionnistes, c'est-à-dire ceux qui vivaient des protections douanières et non de la compétitivité de leurs produits, s'opposeraient avec force à ses idées.<sup>77</sup> »*

En effet, si Coudenhove-Kalergi prônait une union politique, le monde n'était pas encore prêt pour faire de celle-ci une priorité. Aujourd'hui on constate que l'actuelle *Union européenne* s'est construite, non sans difficultés, sur la base du *Marché commun* et que son union politique est encore loin.

## L'ACCUEIL DU MONDE ÉCONOMIQUE

Le monde économique accueillera avec intérêt les propositions de Coudenhove-Kalergi présentées dans *Pan Europa*. Deux personnages sont très importants alors et seront d'importants relais d'opinion : Emil Mayrisch et Louis Loucheur.

**Louis Loucheur**<sup>78</sup> est un fidèle lieutenant des options européistes d'Aristide Briand,

---

<sup>74</sup> Ibid. p. 172

<sup>75</sup> Ibid. p. 237 et suivantes

<sup>76</sup> « Pan-Europa » (Paris, Éditions Cent Mille Milliards pour la traduction française, 2019)

<sup>77</sup> « Pan-Europa » (Paris, Éditions Cent Mille Milliards pour la traduction française, 2019) p.258.

<sup>78</sup> Louis Loucheur (1872 - 1931), Polytechnicien, industriel et homme politique français. Ses activités industrielles le rapprochent des milieux politiques, qui le consultent régulièrement. En décembre 1916, il devient sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et aux Munitions, aux côtés du ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre, Albert Thomas, dans le gouvernement d'Aristide Briand. Dès sa nomination, il se distingue par la stratégie de la « production totale ». À partir de septembre 1917, dans le gouvernement de Paul Painlevé puis dans celui de Georges Clemenceau, il remplace Thomas au ministère de l'Armement. Proche de Clemenceau, il participe à l'organisation du Haut commandement unique. Dans le deuxième gouvernement Clémenceau il devient ministre de la Reconstitution

représentant de la branche modernisatrice et cartelliste du patronat français, partisan du rapprochement industriel entre la France et l'Allemagne. Loucheur est un des plus actifs promoteurs des idées et projets de construction économique européenne des années 1920. À ce titre, il peut être considéré comme un des inspireurs intellectuels de l'*Union européenne*. Il formule un projet (le projet « *Loucheur* »), qui préconise le développement des ententes de production et l'abaissement des barrières douanières en Europe. Ces idées constituent le socle des travaux de la *Conférence économique internationale*, dont il est l'initiateur en 1925, qui se réunit à Genève en 1927. Vice-président de cette conférence, Loucheur exerce un rôle majeur dans son organisation et ses débats et influence notablement ses conclusions, véritable laboratoire à idées de l'Europe économique du futur.

Il préside la *Section française de l'Union Paneuropéenne* et œuvre à la constitution d'un Comité économique associant les industriels européens. Enfin, il est l'inspireur du volet économique du *Projet d'Union européenne*, présenté par Briand à la tribune de la SDN le 5 septembre 1929.

**Emil Mayrisch**<sup>79</sup> joue un rôle déterminant dans les négociations qui vont mener à la signature de la convention de l'*Entente internationale de l'Acier*, le 30 septembre 1926 à Bruxelles, par les sidérurgistes français, allemands (y compris sarrois), belges et luxembourgeois. Cet accord s'inscrit dans le mouvement qui se développe à cette époque en faveur d'une union douanière pan-européenne et préfigure la *Communauté européenne du charbon et de l'acier* (CECA). Il est le président du *Comité luxembourgeois de l'Union Paneuropéenne*.

Les négociations industrielles qu'il avait menées, aussi bien du côté allemand avant la guerre que du côté français après celle-ci, le préparaient à un rôle de médiateur pour aider au rapprochement des esprits entre les deux pays.

---

industrielle, poste qu'il occupera jusqu'au 20 janvier 1920. À la conférence de Paris en janvier 1919, il est le principal conseiller économique de Clemenceau pour la négociation du traité de Versailles, et il intervient directement dans les discussions avec David Lloyd George. Il est élu député de la circonscription d'Avesnes-sur-Helpe (Nord) pour la Fédération républicaine en novembre 1919. Il est réélu en 1924 et en 1928. Il est nommé ministre des Régions libérées dans le 6ème gouvernement de Briand (1921-1922). À ce titre, il négocie à Wiesbaden avec Walter Rathenau la question des réparations allemandes. Durant son bref passage au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes au printemps 1924 (3ème gouvernement Poincaré), il participe à la rénovation du Conseil du Commerce et à la redéfinition des rapports de l'État et de la Compagnie française des pétroles. Il devient ministre des Finances dans le 8ème gouvernement Briand (1925) mais ne parvient pas à sortir de la crise du franc. Du 19 juillet au 23 juillet 1926 il retrouve le ministère du Commerce et de l'Industrie dans le gouvernement Édouard Herriot. Il est délégué à la conférence économique internationale à Genève en mai 1927. Du 1er juin 1928 à février 1930, il est ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (4ème et 5ème gouvernements Poincaré (1928-1929), 10ème gouvernement Briand (1929) et 1er gouvernement Tardieu (1929-1930). Les mouvements sociaux, et la crise du logement qui s'accroît du fait de la construction très réduite de logements dans la période d'après-guerre conduisent au vote de la loi Loucheur, en juillet 1928, qui prévoit la construction sur cinq ans de 200 000 logements HBM et 60 000 logements à loyer moyen.

Il est ministre de l'Économie nationale, premier à porter ce titre dans l'histoire de la République française, dans le gouvernement Steeg, (1930-1931).

<sup>79</sup> Emil Mayerisch (1862-1928), un industriel et homme d'affaires luxembourgeois. Il est en 1911, avec le Belge Gaston Barbanson, le principal fondateur de l'ARBED (Acieries réunies de Burbach-Eich-Dudelange). L'entreprise, née de la fusion de trois sociétés sidérurgiques luxembourgeoises, va devenir le fleuron de l'industrie du grand-duché. Il en assure d'abord la direction technique, avant d'en devenir président après la Première Guerre mondiale.

Avec l'aide essentielle de sa femme<sup>80</sup>, qui lui apporte son vaste réseau de relations littéraires, il réunit régulièrement dans sa propriété de Colpach des intellectuels originaires des deux pays, ainsi que d'autres pays européens, pour promouvoir l'idée d'une communauté de culture européenne. Parmi les visiteurs de Colpach, on trouve André Gide, Jacques Rivière, Paul Claudel, Jean Schlumberger, Walter Rathenau, Karl Jaspers, Ernst Robert Curtius et Richard Coudenhove-Kalergi<sup>81</sup>.

Dans le contexte des accords de Locarno, avec l'appui tacite et officieux du Quai d'Orsay côté français, par l'intermédiaire notamment du diplomate Jacques Seydoux<sup>82</sup>, il fonde avec Coudenhove-Kalergi le *Comité franco-allemand d'information et de documentation*, dont l'objectif est d'améliorer les relations franco-allemandes et de favoriser une collaboration économique entre les deux pays. Sa mort accidentelle en 1928 ne met pas un terme à ce comité, qui se compose essentiellement de patrons, d'hommes de lettres et d'économistes, tels Pierre Lyautey, André Siegfried, Jean Schlumberger, Henri Lichtenberger ou Wladimir d'Ormesson mais aussi d'un évêque, Mgr Eugène Julien, évêque d'Arras<sup>83</sup>. Né dans le contexte de Locarno, le comité ne survit que quelques années à la mort de son fondateur, miné par des intérêts divergents et des dissensions internes. Il semble actif jusqu'en 1931, puis disparaît.

## L'UNION ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE AU CONGRÈS DE 1926

Lors du 1<sup>er</sup> Congrès Paneuropéen de Vienne en octobre 1926, Francis Delaisi<sup>84</sup> se charge de présenter un rapport intitulé « *L'Union économique européenne est-elle possible ?* »

Francis Delaisi fait partie de ces hommes politiques de la fin du XIXe siècle et du début du XXe qui sont nés au sein de la gauche socialiste, voire anarchiste, et ont terminé leur carrière dans la collaboration avec l'Allemagne nazie.

---

<sup>80</sup> Aline de Saint-Hubert (1874-1947), une femme de lettres, militante des droits de l'homme, socialiste et philanthrope, et présidente de la Croix-Rouge luxembourgeoise.

<sup>81</sup> Jacques Rivière (1886-1925) homme de lettres français, directeur de *La Nouvelle Revue française* de 1919 jusqu'à sa mort.

Jean Schlumberger (1877-1968), éditeur et écrivain français, l'un des fondateurs de la NRF.

Walter Rathenau (1867-1922) industriel, écrivain et homme politique allemand, assassiné le 24 juin 1922 à Berlin.

Karl Jaspers (1883-1969) psychiatre et philosophe germano-suisse représentatif de l'existentialisme.

Ernst Robert Curtius (1886-1956) philologue allemand, spécialiste des littératures romanes.

<sup>82</sup> Jacques Seydoux (1870-1929) diplomate et économiste français.

<sup>83</sup> Pierre Lyautey (1893-1976) haut fonctionnaire, écrivain et journaliste français ; neveu du Maréchal Lyautey.

André Siegfried (1875-1959) sociologue, historien et géographe français, pionnier de la sociologie électorale.

Henri Lichtenberger (1864-1941) germaniste français. Il est l'un des pères fondateurs de la germanistique comme discipline universitaire en France.

Wladimir d'Ormesson (1888-1973) écrivain, journaliste et diplomate français. Ambassadeur au Vatican et en Argentine, ainsi que président de l'ORTF et membre de l'Académie française. Il est l'oncle de l'écrivain Jean d'Ormesson.

Mgr Eugène Julien (1856-1930) évêque d'Arras (1917-1930).

<sup>84</sup> Francis Delaisi (de son vrai nom François-Almire Delaisi), (1873-1947), est un écrivain, journaliste, syndicaliste, militant proeuropéen et économiste français.

De 1927 à 1932, il tient le **secrétariat général de la section française de l'Union pan-européenne**, puis de l'*Union douanière européenne*, dont il devient membre du conseil en 1933. Il est proche d'Aristide Briand qui lui confie des missions à l'étranger (Belgique, Allemagne, Pologne, Autriche...). Delaisi présente en 1931 un plan quinquennal européen au *Groupement français pour la paix* par la SDN. Il est repris sous le nom de « *Plan Delaisi* » par Albert Thomas<sup>85</sup> au *Bureau International du Travail* (BIT).

Dans son rapport, il explique <sup>86</sup>, il explique que la crise de l'Europe continentale provient de ce qu'elle n'a pas « *su résoudre l'antinomie entre les aspirations des peuples à l'autonomie politique, et leur interdépendance économique.* »

Poursuivant plus loin il prend comme exemple les États-Unis qui, tout en ayant donné leur autonomie politique à chacun des États, ont développé un bloc économique avec un bloc d'un seul tenant. Il s'appuie également sur l'exemple des *Dominions* de l'Empire britannique. Il précise :

« *Partout la méthode est la même : multiplicité des autonomies politiques englobées dans une union économique la plus large possible, — les deux mouvements se développant en sens inverse sur deux plans différents, grâce à la séparation de plus en plus nette des institutions politiques et économiques.*<sup>87</sup> »

Il appelle à la conception d'une Paneurope constituée selon le modèle des États-Unis :

« *Ses 20 États autonomes subsistent dans toute leur indépendance politique [...] Mais entre eux point de douanes, point de tarifs de faveur sur les chemins de fer et les bateaux, et toutes les monnaies ramenées à la base de l'étalon-or.*<sup>88</sup> »

Delaisi reste lucide sur le manque de matières premières dont souffre l'Europe (coton, caoutchouc, cuivre, étain, manganèse, etc. On notera qu'il ne parle pas du pétrole ; en 1926, le charbon reste encore la source d'énergie principale et l'Europe est autosuffisante en la matière. Il identifie un autre problème, bien plus important selon lui : le manque de capitaux. La France et l'Allemagne, les deux grands pays sur lesquels les Paneuropéens souhaitent s'appuyer pour construire la *Paneurope*, ont des économies épuisées et détruites par l'inflation.

Il compte sur la *Société des Nations* pour instaurer la « *diplomatie de l'interdépendance économique* » en lieu et place de la diplomatie de l'équilibre des forces militaires.

« *Désormais placée en face des cinq grandes unités dessinées par M. de*

---

<sup>85</sup> Albert Thomas (1878-1932) homme politique français. Pendant la Première Guerre mondiale organisateur de la production d'armements et du travail ouvrier en temps de guerre. Premier directeur du Bureau international du travail à Genève.

<sup>86</sup> « *L'Union économique européenne est-elle possible ?* » Rapport présenté au 1er Congrès Paneuropéen de Vienne (Paris, Le Monde Nouveau, 1926) p. 5.

<sup>87</sup> Ibid. p. 6.

<sup>88</sup> Ibid. p. 7.

*Coudenhove, dégagée des petits conflits locaux qui peuvent survenir à l'intérieur de chacune d'elles, elle [la SDN] pourra porter toute son activité sur l'ajustement de ces grands organismes économiques qui, dès maintenant se partagent l'exploitation de la planète.<sup>89</sup> »*

Pour arriver à réaliser cette union économique paneuropéenne, il propose quatre étapes :

1. Rétablissement de l'unité monétaire européenne par la stabilisation des diverses monnaies dans un rapport fixe avec l'or.
2. Le retour au système des traités de commerce avec une stabilité des tarifs douaniers pour une période de 5 à 10 ans.
3. Dans les traités de commerce, la clause de la nation la plus favorisée devra être accordée automatiquement à tous les pays et à toutes les marchandises sans distinction.
4. La dernière étape devra prévoir un abaissement progressif et automatique des tarifs douaniers

Dans sa conclusion, il précise que le mouvement qui doit permettre l'achèvement de la *l'Union Paneuropéenne* ne s'accomplira pas sans résistance.

*L'évolution nouvelle de l'Europe et son aménagement industriel ne sauraient s'accomplir que s'ils sont préparés par une évolution parallèle des esprits. C'est une tâche que, sans doute, l'organisation pour l'Union paneuropéenne ne devra pas négliger. Elle aura à faire œuvre d'éducation économique autant que civique<sup>90</sup>. »*

Quelques années plus tard, Delaisi prit ses distances avec *l'Union Paneuropéenne*, se trouvant en désaccord avec les idées de Coudenhove-Kalergi.

Après la défaite de juin 1940 et durant l'Occupation, Francis Delaisi invoque l'idéal d'Aristide Briand en affirmant à l'été 1940 que l'Europe ne pourra jamais connaître une paix durable sans englober une France et une Allemagne « *rapprochées* » dans une union qui reposera sur le principe « *de la liberté à chacun d'être ou non fasciste ou démocrate, antisémite ou philosémite* ». Avec cette profession de foi, il est incorporé aux *Conférences du Groupe Collaboration*.

En 1942, il est membre du comité directeur de la Ligue de pensée française, située dans la mouvance du *Rassemblement national populaire* (RNP) de Marcel Déat. Il est cité comme l'un des dirigeants du RNP. Il vante alors le système social pratiqué par l'Allemagne nazie. Pour contribuer à ses propres dépenses, il passera un contrat avec l'éditeur nazi Édouard Didier des Éditions de la Toison d'Or de Bruxelles qui publie fin de 1942 *La Révolution européenne*. De 1940 à 1944, il publie des articles dans *L'Œuvre*, dirigé par Marcel Déat.

---

<sup>89</sup> Ibid. p. 12.

<sup>90</sup> Ibid ; p.16. – souligné par Delaisi.

Au-delà de ce parcours qui se termine par une inculpation, le 6 avril 1945, de « *complot contre la sûreté de l'État* », il nous est apparu de présenter son rapport.

## LA RÉCONCILIATION FRANCO-ALLEMANDE

La neuvième partie de *Pan Europa*, intitulée « *L'Allemagne et la France* », est consacrée à la réconciliation<sup>91</sup> entre les deux pays qu'il considère comme les moteurs de l'Europe.

Replaçons-nous dans le contexte géopolitique de 1923. L'Allemagne bien que vaincue par les alliés reste l'ennemi juré des Français ; les sales « *boches* » ont bien mérités ce qui leur est arrivé !

En France, à l'aube des années 1920, quand dans toutes les communes de France, les écoliers déposent des gerbes aux monuments aux morts, l'anti-germanisme est au summum. Les revues enfantines telles que la célèbre *Semaine de Suzette* rejoignent le concert de haine, et l'on peut y lire des histoires furieusement germanophobes ou encore un hallucinant courrier des lectrices, des fillettes rappelons-le qui racontent tout leur dégoût de l'Allemagne !

En Allemagne, beaucoup considéraient que le traité de Versailles était un « *Diktat* ». Les historiens ont beaucoup documenté la radicalisation du sentiment anti-français qui empruntait au registre de la « *barbarisation* », de « *l'animalisation* » et du racisme. Quand les troupes françaises et coloniales occupèrent la rive gauche du Rhin cela déboucha sur la campagne raciste de la « *honte noire* ».

Alors en 1923, Coudenhove-Kalergi ose écrire<sup>92</sup> :

*« Toutefois, le plus fondamental est de reconnaître la communauté de destin franco-allemande. Tant que la politique européenne était aussi la politique du monde, ce qui les séparait était plus fort que ce qui les unissait. Aujourd'hui, où l'avenir de l'Europe par rapport aux autres continents est en jeu, les intérêts allemands et français coïncident de plus en plus. La ruine d'un peuple entraînerait nécessairement la ruine de l'autre. Ainsi doit-il naître entre eux une solidarité de la raison là où il n'y a pas encore d'espace pour une solidarité de l'amour.*

[...]

*L'Allemagne et la France sortiront de cette crise terrible, dans laquelle elles se trouvent actuellement, en tant qu'Européens alliés. Sinon, elles se videront de leur sang à cause des blessures qu'elles s'infligent mutuellement. »*

Il persiste.

*« La France doit prendre une décision : soit en faveur d'une grande politique d'anéantissement contre l'Allemagne, soit en faveur d'une grande*

---

<sup>91</sup> Ibid. p.179 et suivantes

<sup>92</sup> Ibid. p. 184

*politique de réconciliation. Tout autre choix serait du dilettantisme.*<sup>93</sup> »

Aujourd'hui l'Europe vit une crise existentielle et il est essentiel que l'Allemagne et la France progressent ensemble pour que l'Europe, sous leur impulsion, devienne une Europe Puissance.

En pleine Seconde Guerre mondiale, le Général de Gaulle parle de l'Europe qu'il souhaite au retour de la paix. Alain Terrenoire, Président d'honneur de l'*Union Paneuropéenne Internationale*, rappelle cela dans l'article qu'il a publié sur le site de la *Fondation Charles de Gaulle*<sup>94</sup>.

*« Pour mieux accréditer les convictions européennes du Chef de la France Libre chez ceux qui en douteraient encore, il leur suffirait de se référer au discours de l'Albert Hall à Londres, le 11 Novembre 1942, par lequel il annonça, en plein conflit, une initiative française pour l'Europe dès la libération.*

*Il le confirma et le précisa devant l'Assemblée Consultative à Alger, le 18 mars 1943, en anticipant le futur Traité de Rome.*

*A la tête du gouvernement, de Gaulle appela de ses vœux dans les années 44 et 45 un « groupement européen ». Puis, après avoir quitté le pouvoir en janvier 1946 et fondé le Rassemblement du Peuple Français, il va multiplier les déclarations en faveur de la construction européenne. »*

Cette réconciliation que Coudenhove-Kalergi appelait de ses vœux, deux hommes vont la réaliser quarante ans plus tard, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer.

*« Nous allons faire à deux ce que les Belges et les Hollandais nous ont empêchés de faire à six.*<sup>95</sup> »

*« L'essentiel, c'est que les deux peuples, dans leurs profondeurs, exorcissent les démons du passé ; qu'ils comprennent maintenant qu'ils doivent s'unir pour toujours. [...] les Français et les Allemands doivent devenir des frères. La fraternité des peuples, ça doit devenir quelque chose d'élémentaire.*<sup>96</sup> »

Le Général faisait partie de cette génération, celle de mon grand-père maternel Émile, qui avait connu les deux guerres mondiales et qui avaient combattu l'armée allemande. Des hommes dont les familles avaient été marquées par le sacrifice de leurs frères d'armes. Dans la famille de mon père, tous les hommes, les frères, les fiancés et les

---

<sup>93</sup> Ibid. p. 186

<sup>94</sup> <https://www.charles-de-gaulle.org/blog/2025/06/02/https-www-charles-de-gaulle-org-blog-2025-06-02-de-gaulle-leurope-et-latlantisme-par-alain-terrenoire/>

<sup>95</sup> Alain Peyrefitte de l'Académie française « C'était de Gaulle – Tome 2 – La France reprend sa place dans le monde » – page 219 – Éditions de Fallois/Fayard 1997- Conseil des ministres du 3 janvier 1963.

<sup>96</sup> Alain Peyrefitte, de l'Académie française « C'était de Gaulle – Tome 1 – La France redevient la France » page 153 (Éditions de Fallois/Fayard 1994). Conversation de l'auteur avec le Général de Gaulle dans le Salon doré de l'Élysée le 27 juin 1962.

maris, décédèrent sur les champs de bataille<sup>97</sup>. Mon grand-père Émile ne parlait jamais de la « grande » guerre. Sa Croix de Guerre que j'ai conservée est posée sur un rayon de ma bibliothèque et chaque fois que je la regarde, je me dis que j'ai de la chance de vivre depuis ma naissance en 1953 dans une Europe en paix.

Alain Peyrefitte rapporte dans le tome 2 de son « *C'était de Gaulle* », la conversation qu'il a avec Georges Pompidou, Premier ministre, le 22 janvier 1963<sup>98</sup>, lorsqu'ils revenaient de la cérémonie de signature du Traité de l'Élysée. Il raconte qu'ils avaient été tous les deux étonnés, qu'une fois les signatures échangées, le Général et le Chancelier s'étaient embrassés.

*« Pompidou qui connaît le Général mieux que moi, ne l'avait jamais vu, lui si maître de lui, céder ainsi à une poussée d'émotion. Le combat contre l'Allemagne, c'était toute sa vie : d'adolescent et de jeune officier rendu vers la Revanche<sup>99</sup> ; d'officier supérieur obsédé par la recherche du bon armement et de la bonne stratégie, qui permettrait de terrasser l'Allemagne ou en tout cas de ne pas être terrassé par elle ; de fondateur et chef de la Résistance à l'occupant. Et voilà que tout basculait en cet instant de fraternité. »*

Le lendemain de la signature du traité de Paris, le Général convoque Alain Peyrefitte au salon doré de l'Élysée où il lui précise sa vision de l'amitié franco-allemande.

*« La coopération politique européenne ne se fera pas si la France et l'Allemagne ne coopèrent pas **essentiellement** (il détache le mot). Il était donc logique de commencer par le commencement.<sup>100</sup> »*

Le Général a une vision de l'Europe :

*« La politique de la France est de faire une Europe qui en soit une, qui existe par elle-même, qui ait son économie, sa défense, sa culture.<sup>101</sup> »*

qui épouse celle de Coudenhove-Kalergi :

*« [la] position prééminente [de la France] au sein de la Paneurope lui assurerait une position dirigeante dans le monde ainsi que le titre de gloire le plus élevé dont puisse jouir une nation : celui de héraut et de précurseurs des Droits de l'Homme.<sup>102</sup> »*

Charles de Gaulle avait foi en la jeunesse comme moteur de la réconciliation franco-

---

<sup>97</sup> Le premier mari de ma grand-mère paternelle, sergent au 58<sup>ème</sup> RI mourut de ses blessures le 6 novembre 1914 dans la Somme ; son second mari, invalide de guerre (gazé sur le champ de bataille), mourut prématurément à la fin des années 1920.

<sup>98</sup> Alain Peyrefitte de l'Académie française « *C'était de Gaulle – Tome 2 – La France reprend sa place dans le monde* » – page 220 – Éditions de Fallois/Fayard 1997.

<sup>99</sup> La revanche pour laver l'affront de 1870.

<sup>100</sup> Ibid. p. 221

<sup>101</sup> Alain Peyrefitte de l'Académie française « *C'était de Gaulle – Tome 2 – La France reprend sa place dans le monde* » – page 224 – Éditions de Fallois/Fayard 1997. Conseil des ministres du 24 janvier 1963.

<sup>102</sup> Ibid. p. 189

allemande. Le 9 septembre 1962, il s'adressait à la jeunesse allemande dans la cour du château de Ludwigsburg (Bade-Wurtemberg), il déclare dans un allemand parfait : « *Je vous félicite d'être de jeunes Allemands, c'est-à-dire les enfants d'un grand peuple. Oui ! D'un grand peuple !* ». Le Général termine son discours par des mots chargés de sens.

*« Tandis qu'entre les deux États la coopération économique, politique, culturelle, ira en se développant, puissiez-vous pour votre part, puissent les jeunes Français pour la leur, faire en sorte que tous les milieux de chez vous et de chez nous se rapprochent toujours davantage, se connaissent mieux, se lient plus étroitement ! L'avenir de nos deux pays, la base sur laquelle peut et doit se construire l'union de l'Europe, le plus solide atout de la liberté du monde, c'est l'estime, la confiance, l'amitié mutuelles du peuple français et du peuple allemand.<sup>103</sup> »*



Otto de Habsbourg, successeur de de Coudenhove-Kalergi à la présidence de l'*Union Paneuropéenne Internationale*, fut longuement interviewé par Philippe Nicolet réalisateur suisse de films documentaires, en février 2004 il. Dans cet interview le réalisateur demanda à Otto de Habsbourg de citer qui étaient ; selon lui, les quatre ou cinq grands acteurs de la construction européenne qu'il mettrait en avant, il répondit alors sans aucune hésitation :

*« Charles de Gaulle en premier lieu. Certainement un des plus grands visionnaires de l'Europe et surtout, quelqu'un qui a énormément fait dans le territoire le plus difficile qu'est la France. C'est lui qui les a amenés effectivement. »<sup>104</sup>*

---

<sup>103</sup> L'intégralité de son discours (traduit en français) est disponible sur le site des Missions allemandes en France.

<https://allemagneenfrance.diplo.de/fr-fr/actualites-nouvelles-d-allema-gne/actualites-des-relations-franco-allemandes-seite/2550758-2550758>

<sup>104</sup>[https://www.cvce.eu/obj/interview\\_d\\_otto\\_de\\_habsbourg\\_lorraine\\_le\\_general\\_de\\_gaulle\\_et\\_l\\_europe\\_pocking\\_5\\_6\\_fevrier\\_2004-fr-1617fb55-b16c-4837-b8c2-c0b6cbf455b3.html](https://www.cvce.eu/obj/interview_d_otto_de_habsbourg_lorraine_le_general_de_gaulle_et_l_europe_pocking_5_6_fevrier_2004-fr-1617fb55-b16c-4837-b8c2-c0b6cbf455b3.html) - pour la transcription texte de l'interview :

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_d\\_otto\\_de\\_habsbourg\\_lorraine\\_le\\_general\\_de\\_gaulle\\_et\\_l\\_europe\\_pocking\\_5\\_6\\_fevrier\\_2004-fr-fe8bea7b-57cd-4cb4-bf68-4d240a691f05.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_d_otto_de_habsbourg_lorraine_le_general_de_gaulle_et_l_europe_pocking_5_6_fevrier_2004-fr-fe8bea7b-57cd-4cb4-bf68-4d240a691f05.html)

## NATIONS ET FRONTIÈRES

Ce qui sous-tend la réflexion de Coudenhove-Kalergi dans son livre fondateur, ce sont les conséquences désastreuses des traités de l'après-guerre.

*« Le résultat de cet établissement des frontières par la force est que les Polonais ; les Tchécoslovaques, les Roumains et les Slaves du sud ont imposé toutes leurs aspirations nationales au détriment des Allemands, des Magyars, des Bulgares, des Ukrainiens, des Litvaniens et des Albanais.*

*Ainsi tous les États-nations victorieux de l'Europe orientale hébergent de fortes minorités. La plupart de ces minorités nationales, opprimées par les majorités, mettent leur espoir dans l'effondrement de leur nouvelle patrie par une nouvelle guerre.<sup>105</sup> »*

Pour lui, aucun doute, une forme de chaos a été installé et de ce chaos naîtra une guerre.

*« De mauvaises frontières sont toujours préférables à une guerre victorieuse. Il faut [...] renoncer à la tentative de les modifier par la force.<sup>106</sup> »*

Vladimir Poutine n'a certainement pas lu *Pan Europa* et quand bien même il l'aurait lu, il n'aurait pas pu accepter que Coudenhove-Kalergi veuille faire de l'Europe une Union sans frontières, et surtout admettre que c'était la voie à suivre.

*« Il n'existe qu'un seul chemin radical pour résoudre la question des frontières européennes de manière durable et juste. Et ce chemin n'est pas le redécoupage mais la suppression des frontières !<sup>107</sup> »*

Coudenhove-Kalergi résumait sa pensée en parlant d'un « *Édit de tolérance paneuropéen* » qui ôterait l'enjeu national aux frontières et de la création de l'union douanière qui enlèverait leur importance.

Cette idée deviendra réalité dans les différents traités de l'Union Européenne depuis 1992 et avec la création de l'*Espace Schengen* et la liberté de circulation au sein de l'Union Européenne.

*Traité sur l'Union Européenne (traité de Maastricht)*

*Article 3.2*

*L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes...*

*Article 3.3*

*L'Union établit un marché intérieur.*

---

<sup>105</sup> Ibid. p. 214

<sup>106</sup> Ibid. p. 217

<sup>107</sup> Ibid. p. 218

## LA CIRCULATION DES IDÉES

Si les frontières terrestres et donc commerciales et administratives ont disparu au sein de l'UE, sauf pour l'Irlande et Chypre<sup>108</sup>, il y a un espace nouveau qui n'a pas de frontières, le cyberspace. Bien sûr Coudenhove-Kalergi ne pouvait l'imaginer il y a plus de cent ans. En 1923, les médias se limitaient à la presse écrite et la radio, la TSF, était à ses débuts, le premier film parlant n'était pas encore sorti, quant à la télévision ce n'était encore qu'un objet de laboratoire.<sup>109</sup>

Ce cyberspace est le lieu où s'étend la libre circulation de l'information. Libre ? oui, mais incontrôlée, devenue le vecteur de la désinformation et de toute forme de propagande. Coudenhove-Kalergi avait déjà identifié la haine propagée par la propagande et il préconisait une législation paneuropéenne.

*« [...] il importe qu'une législation paneuropéenne mette fin à l'excitation artificielle des peuples dans les écoles et dans la presse et qu'une loi allant dans le même sens punisse sévèrement toute **propagande de haine nationale, considérée comme haute trahison envers l'Europe.** »<sup>110</sup> »*

Il n'y va pas de main morte.

Ce qui est intéressant dans cette phrase, ce sont, d'une part la citation de l'école comme cible de la propagande, et on pense à la réécriture de l'histoire de la Russie dans les manuels scolaires russes validés par Poutine, et d'autre part la référence à une législation supranationale pour lutter et punir la propagande contre l'idée paneuropéenne.

En 2022 et 2023, l'UE a mis en œuvre la législation numérique de l'*Union européenne*, incluant le règlement sur les services numériques (DSA), le règlement sur les marchés numériques (DMA) et le règlement sur la gouvernance des données (DGA). M. Thierry Breton, alors Commissaire européen, a joué un rôle clé dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces règlements.

## CULTURE ET ÉDUCATION

En 1964, France Gall chantait « *Qui a eu cette idée folle d'inventer l'école, c'est ce*

---

<sup>108</sup> Chypre participe à l'espace Schengen. Néanmoins, les contrôles aux frontières intérieures n'ont pas encore été supprimés par le Conseil. Le processus d'intégration à l'espace Schengen est actuellement en cours. L'Irlande, en revanche, est exceptionnellement autorisée par le Protocole de Schengen à ne pas appliquer les règles de Schengen (« opt out »), ce qui lui permet de continuer à appliquer ses propres politiques en matière de visas et de frontières. Néanmoins, compte tenu des avantages de la coopération Schengen, l'Irlande a demandé à participer à certains espaces Schengen, notamment au Système d'information Schengen ainsi qu'à la coopération judiciaire et policière.

<sup>109</sup> La première télévision à utiliser un tube cathodique a été la télévision mécanique, parfois connue sous le nom de télévision à balayage mécanique (CRT). Ses débuts remontent aux expériences menées au XIXe siècle avec les tubes cathodiques et les projecteurs électromécaniques. La télévision mécanique a été le premier type de télévision développé commercialement. Le 25 mars 1925, l'inventeur écossais John Logie Baird a présenté pour la première fois au public des images animées à la télévision.

<sup>110</sup> Ibid. p. 218 – Souligné par Coudenhove-Kalergi.

*sacré Charlemagne* ». On sait maintenant que Charlemagne n'a pas inventé l'école, contrairement à une légende tenace, mais la réforme carolingienne est bien un moment fondateur pour les institutions scolaires. C'est ce qu'a expliqué Marie-Céline Isaïa<sup>111</sup> sur France Culture le 30 octobre 2023<sup>112</sup>.

*"...Charlemagne veut que chaque paroisse corresponde à une école. Ce dernier n'a pas inventé le principe de l'école, mais il a l'idée d'une généralisation de celle-ci, qui doit être accessible à tout chrétien, et pas simplement à ceux qui se destinent au sacerdoce ou à reprendre la charge de prêtre de leur père. »*

Généralisation et accessibilité sur l'ensemble du territoire de son empire, telle est la volonté du premier empereur européen.

Que propose Coudenhove-Kalergi.<sup>113</sup> ?

*« Un échange intereuropéen d'enseignants, d'élèves et d'enfants contribuera à faire avancer la réconciliation nationale.*

*Dans le cadre de la grande économie paneuropéenne, chaque nation, en concurrence pacifique avec ses voisins, portera sa propre culture à son plus haut niveau. »*

Il ne souhaite pas la prédominance d'une culture nationale sur une autre et encore moins celle d'une langue sur une autre<sup>114</sup>.

*« ... le principe de l'égalité des langues nationales doit régner en Paneurope... »*

Mais il est pragmatique.

*« ... pour des raisons techniques, tous les états européens devraient pourtant décider d'introduire la langue anglaise de manière obligatoire, d'abord dans l'enseignement secondaire, puis dans le primaire. Car le développement de l'anglais comme langue de communication internationale dans le monde extra-européen est inexorable. »*

Mais il est aussi idéaliste.

*« Si chaque Européen maîtrisait la langue anglaise, outre sa langue nationale, la rivalité entre les langues européennes cesserait d'exister et l'entente internationale serait largement favorisée. »*

Charlemagne, Coudenhove-Kalergi, l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) créé en 1963 dans la foulée du traité de l'Élysée, tout cela aboutit à la création par l'UE du « Programme Erasmus » en 1987, cinq ans avant le traité de Maastricht.

---

<sup>111</sup> Marie-Céline Isaïa, professeure d'histoire du Moyen Âge à l'Université Lyon 3

<sup>112</sup> <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-cours-de-l-histoire/charlemagne-a-t-il-invente-les-profs-les-ecolatries-et-la-renaissance-carolingienne-1604343>

<sup>113</sup> Ibid. p. 219

<sup>114</sup> Ibid. p. 226

## CONCLUSION

### COUDENHOVE-KALERGI, PIONNIER ET VISIONNAIRE ?

**Richard Coudenhove-Kalergi est un pionnier, dont la vision a profondément influencé le cheminement vers l'intégration européenne.**

Malgré les obstacles majeurs posés par la grande dépression des années 1930 et la montée des régimes totalitaires, qui ont entravé l'élan initial du mouvement, Richard Coudenhove-Kalergi a fait preuve d'une résilience remarquable. Son maintien de l'*Union Paneuropéenne* en exil et ses efforts continus de plaidoyer ont permis à l'idée d'unité européenne de survivre et de se réaffirmer après la Seconde Guerre mondiale. Ses initiatives d'après-guerre, telles que la création de l'*Union Parlementaire Européenne* et ses propositions pour des symboles européens (hymne, drapeau, passeport), ont jeté les bases concrètes des institutions européennes futures, même si elles n'étaient pas directement sous sa direction.

Bien que l'Union européenne actuelle ne soit pas une réplique exacte de sa *Panurope*, ses concepts fondamentaux de paix par l'unité, l'intégration économique et la sécurité collective, son engagement envers la démocratie et la diversité culturelle, résonnent encore dans les principes fondateurs de l'UE.

Parmi toutes les idées novatrices, voire révolutionnaires, qu'il a proposées en 1923 dans *Pan Europa*, son livre-programme, voyons celles qui ont été concrétisées, quelques fois avec beaucoup de difficultés.

- **Une constitution paneuropéenne :**
  - 2005 Proposition d'une constitution européenne malheureusement rejetée par référendum.
- **La mise en commun du charbon et de l'acier franco-allemands :**
  - 18 avril 1951, traité de Paris instituant la CECA.
- **La création d'une défense européenne (le processus n'est toujours pas terminé) :**
  - Le 27 mai 1952, six pays signent à Paris le *Traité de Communauté Européenne de Défense* (CED). Ce traité sera rejeté le 30 août 1954 par le Parlement français à cause du Parti communiste.
  - 1992, le *Traité de Maastricht* institue la Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC).
  - 1992, création du *Corps Européen de Défense* (Eurocorps) sous l'impulsion politique commune de la France et de l'Allemagne avec la signature du traité de

La Rochelle.

- 1998, sommet de Vienne, la décision est prise de prolonger la PESC par une *Politique européenne de sécurité et de défense* (PESD).
- 13 décembre 2007, *Traité de Lisbonne*, la PESD devient la *Politique de sécurité et de défense commune* (PSDC).
- Juin 2017, lancement du *Fonds européen de défense* (FEDef).
- 21 mars 2022, le Conseil de l'Union européenne approuvait la *Boussole stratégique*, pour renforcer la PSDC d'ici à 2030 ;
- **La réconciliation franco-allemande.**
  - 1963, le *Traité de Paris*.
- **L'échange intereuropéen d'enseignants et d'élèves et d'enfants.**
  - 1963 Création de l'*Office franco-allemand de la jeunesse* (OFAJ).
  - 1987 Création du *Programme Erasmus* par l'UE.

L'œuvre de Coudenhove-Kalergi ne se limite à *Pan Europa*. Tout au long de sa vie il a fait de nombreuses propositions, voyons celles qui ont été mises en œuvre.

- **1927 : proposition d'un passeport européen pour faciliter la libre circulation des européens.**
  - 1<sup>er</sup> janvier 1985, mise en circulation des premiers passeports européens, de format unique et de couleur grenat, combinent les signes de reconnaissance nationale et communautaire.
- **1929 : proposition de l'Ode à la joie comme hymne européen.**
  - 1972, le Conseil de l'Europe fait du thème musical de « *l'Ode à la joie* » de Beethoven son hymne.
  - 1985, les chefs d'État et de gouvernement des États membres l'adoptent comme hymne officiel de l'Union européenne.
- **1930 : institution d'une Journée de la Paneurope**
  - 1964, le Conseil de l'Europe établit la *Journée de l'Europe du Conseil de l'Europe*, fixée au 5 mai, jour anniversaire de la création du Conseil de l'Europe, en 1949.
  - 1985, le Conseil européen (UE) établit la *Journée de l'Europe*, fixée au 9 mai, pour commémorer la Déclaration Schuman du 9 mai 1950.
- **1947 : élection du Parlement européen au suffrage universel direct.**
  - 1976, adoption de l'acte électoral de l'UE qui a ouvert la voie à l'élection directe des membres du Parlement européen par les électeurs.
  - 7 au 10 juin 1979, premières élections européennes au suffrage universel direct

le 17 juillet 1979, Simone Veil est élue présidente du Parlement européen.

- **1947 : Proposition d'un timbre européen.**

- Le 15 septembre 1956 est émise la première émission de ce qui va devenir les émissions *EUROPA* mises en vente par les administrations postales des six pays membres de la CECA.

Richard Coudenhove-Kalergi proposait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale une *Constitution pour l'Europe* de nature très fédérale. Mais en 1960 il choisit une autre voie, plus confédérale, en se rapprochant du Général de Gaulle. Réaliste, dès 1958, il regrette qu'on se dirige vers la construction d'Europe « *plus des hommes d'affaires que de compatriotes.* »

À la fin de son livre *Pan Europa*<sup>115</sup>, Coudenhove-Kalergi laisse un message, son testament paneuropéen, pour les générations futures. Il fait appel à jeunesse européenne.

*« C'est la jeune européenne qui est appelée à mener ce mouvement (l'Union Paneuropéenne), celle de l'âge comme celle de l'esprit. »*

Il fait appel aux femmes d'Europe, ces femmes qui ont tant souffert de la guerre.

*« Les femmes d'Europe se joindront à eux (la jeunesse) afin d'éviter que leurs enfants, leurs maris et elles-mêmes ne soient victimes des ambitions des aventuriers politiques. »*

Il veut mobiliser les élites intellectuelles.

*« Les guides de l'esprit européen encourageront ce mouvement, car ils auront compris que la politique nationaliste devient le fossoyeur de la culture européenne, et que celle-ci ne peut guérir qu'avec la fraternisation entre les peuples. »*

Alors il en appelle à tous les Européens. Une sorte de « Paneuropéens de tous les pays unissez-vous ! »

*« Tous les Européens de bonne volonté tourneront le dos à la politique de haine et d'envie qui a conduit l'Europe au bord du gouffre ; ils afflueront vers le mouvement paneuropéen car ce mouvement prépare la réalisation du rêve de toujours des Européens. »*

Il laissera un symbole, celui de la *Panurope*, une croix solaire sur un soleil doré. La toute dernière phrase de *Pan Europa* lui est consacré.

*« Cet étendard de l'amour et de l'esprit flottera un jour du Portugal à la Pologne, sur un continent uni dans la paix et la liberté. »*

---

<sup>115</sup> Ibid. pp. 242 et 243



## BIBLIOGRAPHIE

### Richard Coudenhove-Kalergi et la *Pan Europe*

#### COUDENHOVE-KALERGI Richard N.

- « *Pan-Europa* » (Paris, Éditions Cent Mille Milliards pour la traduction française, 2019)
- « *Pazifismus* » (Paneuropa Verlag, 1924)
- « *L'Europe Unie* » (Glaris, Éditions Paneuropéennes, 1939)
- « *1939 La paix de demain* » (Article de 1939 ; Revue Politique étrangère, no 4/1939 – source <https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-4-page-763?lang=fr>)
- « *J'ai choisi l'Europe* » (Paris, Plon, 1952)
- « *L'Évolution de l'idée européenne* » (Paris - 1960)
- « *Europe, puissance mondiale* » (Paris, Stock, 1972)

#### COUDENHOVE-KALERGI Barbara

- « *Le Monde pour patrie – Entre l'Est et l'Ouest* » (traduction française par Chantal Le Brun, Éditions Noir et Blanc, 2016)

#### DELAISI Francis

- « *L'Union économique européenne est-elle possible ?* » Rapport présenté au 1<sup>er</sup> Congrès Paneuropéen de Vienne (Paris, Le Monde Nouveau, 1926)

#### FLEURY Antoine

- « *Permanence de l'espace européen chez Coudenhove-Kalergi. Nations, grandes puissances* », Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle, n° 6, 1999, p. 49-62.

#### SAINT-GILLE Anne-Marie

- « *La « Paneurope ». Un débat d'idées dans l'entre-deux-guerres* » (Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2003)

#### THÉRY Franck

- « *Construire l'Europe dans les années vingt : l'action de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932* » (Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 1998. Euryopa. Études)

Les archives de Richard Coudenhove-Kalergi ont été récemment ouvertes aux Archives cantonales vaudoises (Lausanne), dont le site est consultable en ligne sur la base DAVEL : <http://www.davel.vd.ch/detail.aspx?id=629491>

### Histoire de l'Europe

#### BENHAMOU André-Maurice

- « *L'Europe, ses structures... ses institutions* » (Lyon, Éditions Aux Arts, 1999)

#### BOSSUAT Gérard

- « *La France et la construction de l'unité européenne de 1919 à nos jours* » (Paris, Armand Colin, 2012)

#### DUROSELLE Jean-Baptiste

- « *L'Idée d'Europe dans l'histoire* » (Paris, Éditions Denoël, 1965)

#### GERBET Pierre

- « *La construction de l'Europe* » (Paris, Armand Colin, 2007)

### Charles De Gaulle et l'Europe

#### PEYREFITTE Alain, de l'Académie française

- « *C'était de Gaule – Tome 1 – La France redevient la France* » (Paris, Éditions de Fallois/Fayard, 1994)
- « *C'était de Gaule – Tome 2 – La France reprend sa place dans le monde* » (Paris, Éditions de Fallois/Fayard, 1997)
- « *C'était de Gaule – Tome 3 – Tout le monde a besoin d'une France qui marche* » (Paris, Éditions de Fallois/Fayard, 2000)

## **Édouard Herriot et l'Europe**

### **BADEL Laurence**

- « *Un milieu libéral et européen - Le grand commerce français 1925-1948* » (Vincennes, Institut de la gestion publique et du développement économique, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999)

Sous la direction de **BERSTEIN Serge** et **RUBY Marcel**

- « *Un siècle de radicalisme* » (Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004)

### **HERRIOT Édouard**

- « *Europe* » (Paris, Éditions Rieder, 1930)

### **MOURIC Joël**

- « *Raymond Aron et l'Europe* » (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013)

### **THÉRY Franck**

- « *Construire l'Europe dans les années vingt : l'action de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932* » (Genève, Institut européen de l'Université de Genève – Collection Euryopa, 1998)

## **Divers Europe**

### **BRETON Thierry**

- « *Les dix renoncements qui ont fait la France* » (Paris, Plon, 2025)

Sous la direction de **JOANIN Pascale**

- « *Rapport Schumann sur l'Europe – L'état de l'Union 2025* » (Paris, Fondation Robert Schumann - Éditions Hémisphères, 2025)

### **SAINT-ETIENNE Christian**

- « *Trump et nous, Comment sauver la France et l'Europe* » (Paris, Odile Jacob, 2025)

### **STARON Joséphine**

- « *Europe, la solidarité contre le naufrage* » (Paris, Éditions Synopia, 2022)

## **Diplomatie et géopolitique**

### **COUTEAU-BÉGARIE Hervé & MOTTE Martin**

- « *Approches de la géopolitique de l'Antiquité au XXIe siècle* » (Paris, Economica, 2015 – 2<sup>ème</sup> édition)

Sous la direction de **GIBLIN Béatrice**

- « *Les grands conflits européens – Une approche géopolitique* » (Paris, Armand Colin 2024)

### **KISSINGER Henry**

- « *Diplomatie* » (New-York, Simon & Schuster, 1994 - Paris, Librairie Arthème Fayard pour la traduction française, 1996)

### **RAMEAU Hervé**

- « *La culture des tribus bédouines ; malédiction de l'Islam* » (Lyon, Éditions Baudelaire, 2025)

### **SAINT-ETIENNE Christian**

- « *Le conflit Sino-Américain pour la domination mondiale* » (Paris, Alpha/Humensis, 2<sup>ème</sup> édition 2023)

**SERVENT Pierre**

- « *Le Monde de demain* » (Paris, Éditions Robert Laffont/Pocket, 2024 – 2<sup>ème</sup> édition revue et augmentée)

**Défense européenne**

**GOYA Michel & LOPEZ Jean**

- « *L'Ours et le Renard, histoire immédiate de la guerre en Ukraine* » (Paris, Perrin 2023)

**MOTTE Martin**

- « *La Mesure de la Force – Traité de stratégie de l'École de Guerre* » (Paris, Tallandier, 2018)

Sous la direction de **PAKULA Jean-Pierre**

- « *L'invention des opérations extérieures – une intuition gaullienne* » (Paris, Éditions Historien-Conseil 2020)

**COUTEAU-BÉGARIE Hervé**

- « *Traité de Stratégie* » (Paris, Economica, 2011 – 7<sup>ème</sup> édition)



**Revues et magazines**

**Conflits**, *Revue de géopolitique bimestrielle*

**Politique étrangère**, *Revue trimestrielle de l'Institut français des relations internationales*

**Publications du Groupe Areion :**

*Publication mensuelle*

- **L'Europe**

*Publications bimestrielles*

- **Diplomatie ; Les grands dossiers de Diplomatie ; Carto, le Monde en cartes ; Moyen-Orient**
- **DSI ; DEFTECH ; Space International**

*Publication annuelle*

- **Atlas Géopolitique**

**Questions internationales**, *Revue bimestrielle de la Documentation française*

**L'Audace**, *Revue trimestrielle sous la direction de Natacha Polony*